



N°201 - MARS 2006

1,50 EURO

M 02348 - 201 - F: 1,50 €



Partisan

DE LA RÉSISTANCE À LA RÉVOLUTION

MENSUEL DE L'ORGANISATION COMMUNISTE MARXISTE-LÉNINISTE VOIE PROLÉTARIENNE

CONTRAT PRÉCARITÉ EXPLOITATION RETRAIT !

EUROPE | PAGE 3

SYNDICATS | PAGE 6-7

BURKINA | PAGE 4

ET AUSSI...

**NON À
BOLKE-
STEIN !**

**CGT 48^E
CONGRÈS
L'ENJEU**

**YVES
ROCHER
SÈME LA
RÉVOLTE**

**ARCELOR OU
MITTAL ?
PALESTINE:
VICTOIRE DU
HAMAS
APEIS:
UNEDIC/
CHÔMAGE**

NOUS SOMMES COMMUNISTES

VOIE PROLÉTARIENNE EST UNE ORGANISATION COMMUNISTE

COMMUNISTES, nous sommes convaincus qu'il y a un autre choix que d'accepter le capitalisme, la fatalité de la crise, la misère matérielle et morale, les guerres : celui de lutter pour une société d'hommes et de femmes librement associés, prendre en main notre avenir et ne pas subir celui que nous réserve la bourgeoisie. Il est vrai, les ouvriers peuvent prendre le pouvoir et le perdre. L'URSS et la Chine ont été des espoirs. Ce sont maintenant des pays capitalistes. Mais nous ne tournons pas la page. La Commune de Paris, la révolution russe ou chinoise et en particulier la Révolution Culturelle sont de riches expériences pour nous. Nous avons encore à apprendre d'elles pour mieux surmonter les difficultés actuelles ou futures.

COMMUNISTES, nous luttons pour que les exploités détruisent le pouvoir et la bourgeoisie (son gouvernement, son parlement, sa police et son armée) et exercent par eux-mêmes un pouvoir sur toute la société. Ce pouvoir ne sera réel que s'il est porté par un bouleversement complet des rapports entre les hommes, des relations entre les hommes et les femmes, de la division du travail, du travail lui-même. Son accouchement ne pourra se faire que par la violence de masse.

COMMUNISTES, nous défendons les intérêts de tous les ouvriers, pas les intérêts de la France. Le nationalisme et le racisme nous divisent. Ils sont pour les ouvriers des impasses. Contre l'impérialisme — et particulièrement l'impérialisme français —, nous sommes aux côtés des peuples dominés et soutenons leur droit à l'indépendance.

IL FAUT UNE ORGANISATION pour résister et combattre, mais il la faut aussi pour comprendre et apprendre dans la lutte. Nous en avons besoin pour faire des expériences passées un guide pour l'action. Nous avons besoin d'elle pour que la pratique et le savoir de chacun deviennent la richesse de tous par la confrontation et le débat. Nous avons besoin d'une telle organisation pour que la lutte pour le communisme soit portée, de façon réfléchie, par un nombre croissant de travailleurs.

*Voilà ce à quoi travaille
Voie Proletarienne.*

Partisan est le journal de Voie Proletarienne, association suivant la loi de 1901 déposée en Préfecture de Bobigny. Direction de publication : G. Lecœur. Commission paritaire numéro 10507. Dépôt légal : 1^{er} trimestre 2006. Imprimé par Rotographie, 2 rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil (01 48 70 42 22)

**Voie Proletarienne, BP n°48
93802 Epinay/Seine cedex France**

**Notre adresse e-mail :
vp.partisan@caramail.com**

ABONNEZ-VOUS !

TROIS MOIS À L'ESSAI : 3 €

**UN AN SOIT 10 NUMÉROS
SOUS PLI FERMÉ : 23 €
SOUS PLI OUVERT : 15 €**

**UN AN SPÉCIAL DIFFUSION
SOUS PLI FERMÉ : 11 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE
SOUS PLI OUVERT : 6 €
PAR ABONNEMENT SUPPLÉMENTAIRE**

**POUR NOS LECTEURS FRANCOPHONES
À L'ÉTRANGER, TARIF D'ABONNEMENT POUR UN AN :
30 \$ CDN (CANADA), 30 FS**

**CHÈQUES À L'ORDRE DE :
VOIE PROLÉTARIENNE, BP N° 48
93802 EPINAY-SUR-SEINE CEDEX
CCP : N° 23 743 83 G PARIS**



L'ÉDITO DU SECRÉTARIAT DE L'OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

RETRAIT DU CPE ! LE CPE, C'EST LE CAPITALISME

LE Contrat Première Embauche n'est pas seulement la dernière mesure phare du gouvernement. Il fait d'ailleurs partie d'un ensemble, entre le CNE pour les petites entreprises et un «contrat unique» avec deux ans d'essais pour tous. Il est surtout un bon symbole de la société dans laquelle la bourgeoisie nous entraîne : un monde de précarité, d'individualisme, de concurrence et d'injustice. Un monde où le travailleur n'a que le droit d'obéir. Le jeune en apprentissage dès 14 ans, la femme à temps partiel imposé, l'immigré sans papiers, le retraité qui travaille pour compléter sa pension de misère, ne sont qu'autant de prototypes.

Une mauvaise politique ? Non. Une nécessité de la guerre économique. Car qu'est-ce que la concurrence et la recherche de la compétitivité, sinon une guerre ? Parmi les généraux, il y aura des vainqueurs et des vaincus. Mais parmi les soldats, que des morts, des blessés et des survivants. C'est, derrière les grandes déclarations hypocrites («l'égalité des chances»!), la réalité de l'impitoyable machine capitaliste.

NOUS VOULONS EXACTEMENT LE CONTRAIRE !

Un autre monde n'est pas seulement possible, mais nécessaire, et urgent ! Que la notion de service remplace celle de profit. Que les uns ne s'esquintent pas la santé au boulot pendant que d'autres la perdent parce qu'ils n'en trouvent pas. Que la «réussite» ne soit pas quelques places pour les uns et l'échec pour tous les autres. Que l'économie ne soit pas une machine folle utilisée par une minorité hyper-privilegiée, mais une réalité collective gérée rationnellement, et au service de tous. Nous voulons une société de solidarité, nous voulons le communisme. A la guerre, nous opposons la fraternisation.

Et nous savons que personne ne nous apportera cette nouvelle société sur un plateau. C'est nous, travailleurs, qui l'imposerons. Par un rapport de force, par une révolution. Et il faut que nous y travaillions dès maintenant.

LE RÉFORMISME, CE N'EST QU'UN ITINÉRAIRE BIS.

La lutte d'aujourd'hui, c'est le retrait pur et simple du CPE. Oui, nous avons été «ahuris» (voir notre blog ouvalacgt.over-blog.com) par les déclarations de Maryse Dumas au journal du *Sud-Ouest* du 11 février. Le PS et ses promesses pour 2007 nous font à peine encore ricaner. Nous n'avons pas oublié (surtout à la veille du 8 mars) le travail de nuit des femmes, les emplois-jeunes, la flexibilité des 35 heures

Aubry, les privatisations et les licenciements... Le PCF ne nous étonne pas non plus : il prépare lui aussi 2007 en partenariat avec le PS. La direction nationale CFDT, nous connaissons. Mais la CGT !

Maryse Dumas : «*Côté CGT, on a exclu l'idée d'un appel confédéral à la grève, qualifié d'inopérant ; les grèves doivent être décidées par les salariés dans leurs entreprises, non au niveau confédéral.*»

Même un appel à une vraie journée d'action nationale sans lendemain est «exclu» ! Est-ce ainsi que l'on rassemblera toutes les catégories de travailleurs pour arrêter le gouvernement ? Nous avons aussi des adversaires politiques dans notre propre camp, à la tête de nos organisations syndicales : les réformistes.

LA RÉSISTANCE A D'ÉNORMES RÉSERVES.

Le Non au référendum sur la Constitution européenne, les journées d'action du 10 mars et du 4 octobre 2005, les grèves de Marseille, la bataille victorieuse des dockers européens contre l'application de la directive Bolkestein dans les ports, pour ne citer que quelques exemples proches et visibles... Les travailleurs n'ont pas dit leur dernier mot !

Il faut faire reculer le gouvernement sur le CPE. Il faut frapper fort et tous ensemble. Il faut, au passage, régler nos comptes avec les réformistes et construire un syndicalisme de lutte. Et il faut savoir que le CPE n'est qu'une bataille. Il y en aura d'autres. C'est la lutte des classes !

CONSTRUIRE DÈS AUJOURD'HUI.

Toutes les «réformes» de la bourgeoisie vont dans le même sens, le renforcement de l'exploitation. Elle a une politique, conforme à son économie et à ses intérêts. Et nous ? Est-ce que toutes nos luttes vont dans le même sens ? Quelle est notre politique ?

Pour l'instant, il faut le reconnaître, nos luttes sont plutôt bien «récupérées», c'est-à-dire principalement aiguillées vers un itinéraire bis du capitalisme, aujourd'hui la nationale 2007 ! Principalement seulement. Car, là aussi, l'anti-réformisme, le refus d'une nouvelle expérience de «gauche plurielle», et la volonté de lutte révolutionnaire ont des réserves énormes. Dès maintenant, construisons donc du solide : du politique et du révolutionnaire. Refusons les fausses solutions individuelles. Organisons-nous.

Consultons le blog créé par VP-Partisan à l'occasion du congrès confédéral CGT : ouvalacgt.over-blog.com. Réserveons notre samedi après-midi du 22 avril pour la réunion à Paris «Où va la CGT et où allons-nous ?» Lisons et faisons lire le journal *Partisan*.

Prolétaires de tous les pays, unissons-nous !

NOUS AVONS REÇU LA PÉTITION SUIVANTE DONT VOICI DE LARGES EXTRAITS :

“ RÉFORME DU DROIT DES MIGRANT(E)S : UNE ATTAQUE SANS PRÉCÉDENT !

Nous refusons le projet de loi CESEDA que prépare le gouvernement sur l'immigration !

La nouvelle réforme du Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile (CESEDA) conduit à une négation radicale des droits fondamentaux de la personne. Elle restreint encore plus radicalement le droit au séjour pour les familles, les conjoints, les enfants, de toutes celles et ceux qui construisent leur vie en France. Elle entérine la quasi-disparition de cet outil d'«intégration» qu'était la carte de résident. Elle s'attaque au séjour des malades étrangers [...]

Le projet s'inscrit délibérément dans une perspective utilitariste. Le gouvernement affiche sa volonté d'aller piller les capacités et talents dans le monde. Ne sera «acceptable» que l'étranger perçu comme rentable pour l'économie française. Quant aux autres, ni leur situation personnelle, ni leur situation familiale ne leur conféreront désormais des droits, au point que les régu-

larisations deviendront quasiment impossibles. Ce projet crée une nouvelle catégorie de travailleurs étrangers dont la durée du séjour est limitée au bon vouloir de leur patron. De plus, la suppression du droit à la délivrance d'un titre de séjour, pour les étrangers présents depuis au moins dix ans en France, les condamne à l'irrégularité perpétuelle. Le projet sélectionnera également beaucoup plus l'entrée des étudiants étrangers.

Quant aux étrangers en situation régulière, le droit de vivre en famille devient un exploit : le gouvernement prévoit de durcir les conditions du regroupement familial (ressources, logement, avis du maire sur l'«intégration» de la famille). Il jette la suspicion sur les pères étrangers d'enfants français, qui devront justifier de leur paternité.

A lire le nouveau projet gouvernemental sur l'immigration, pour espérer obtenir et conserver leur titre de séjour les étrangers devront cumulativement être «bien intégrés»,

bien vus par le maire de leur commune, en bonne entente avec leur conjoint, appréciés par leur patron, disposant d'un bon salaire et d'un grand logement.

Sachant qu'une réforme du droit d'asile devrait largement réduire les conditions d'octroi du statut de réfugié, c'est l'ensemble des droits des étrangers qui est en danger. Il est de la responsabilité de chacun d'entre nous de réagir. En stigmatisant les étrangers, le gouvernement tente de nous opposer les uns aux autres et il brade les libertés fondamentales.

Nous appelons donc à nous mobiliser contre la réforme CESEDA qui, si elle était adoptée, ferait des étrangers en France, réguliers ou irréguliers, une population de seconde zone, privée de droits, précarisée et livrée pieds et poings liés à l'arbitraire du patronat, de l'administration et du pouvoir.

Uni(e)s contre une immigration jetable.»

NOUS AVONS SIGNÉ CET APPEL COMMUN

DANS TOUTE L'EUROPE : NON À BOLKESTEIN !

“ Le 14 février 2006, le Parlement européen veut adopter la directive Bolkestein. Contre cela se développe une résistance résolue dans toute l'Europe. Déjà, à Bruxelles, le 19 mars 2006, plus de 100 000 personnes ont manifesté contre.

L'adoption de cette directive ouvrirait une campagne criminelle sans précédent contre les droits conquis en matière de salaires et de conquêtes sociales. Si cette directive devient une loi, les conventions et les lois sociales qui s'appliqueront ne seront plus celles du pays où le travail sera fait, mais celles du pays où l'entreprise aura son siège.

La directive Bolkestein est une attaque, dans toute l'Europe, sur les conditions de vie et de travail de la classe ouvrière européenne et des larges masses. C'est pourquoi, elle doit être repoussée par la lutte commune et de toutes nos forces, jusqu'à sa suppression. Quand les collègues des différents pays manifestent ensemble à Strasbourg, cela encourage la solidarité par delà les frontières dans un esprit d'union internationale ouvrière.

Ces manifestations tiennent compte du besoin de coordination syndicale. Mais, dans l'appel de la Confédération des syndicats européens (CSE) et dans ses syndicats nationaux, on cherche en vain des revendications concrètes. Au lieu de cela, les illusions sur un «modèle spécifique européen» et sur

un «État social» sont développées. Ces grands mensonges du capitalisme sont constamment réfutés par la réalité aggravée des antagonismes de classe. Dans la pratique, la collaboration de classes réformiste mène à s'agenouiller devant les programmes de crises des monopoles et de leurs gouvernements. La défense et l'élargissement des droits et libertés sociaux et politiques ne peuvent qu'être imposés aux monopoles internationaux sur leurs profits.

Mais les ouvriers sont de moins en moins prêts à se laisser entraîner dans la concurrence mutuelle et à suivre les gouvernements quelque soit leur couleur. Les actions, au-delà des pays, font école. Couronnées de succès dans toute l'Europe, les actions et les grèves des dockers européens l'ont récemment montré. Pour développer l'unité des luttes ouvrières et populaires en Europe, des revendications communes sont nécessaires :

Travail égal, salaire égal – à l'échelle mondiale !
Semaine de 30 heures sans baisse de salaires !

Les maîtres de l'Europe craignent un nouvel essor du mouvement ouvrier et populaire et usent de plus en plus de mesures répressives : restrictions du droit de grève, limitations de la liberté d'opinion et d'organisation, renforcement des systèmes de surveillance et d'espionnage. Cela exige la

lutte pour les droits et libertés démocratiques.

La directive Bolkestein montre l'incapacité du système capitaliste à développer la productivité de ceux qui travaillent et des richesses qu'ils créent pour le bien de tous. Au contraire, les richesses immenses mènent, sous le règne du profit, aux guerres et à la destruction de l'environnement. C'est la base même de la vie qui est en question.

Le socialisme – qui n'a rien de commun avec le capitalisme bureaucratique tel qu'il a été restauré en Union soviétique et en Chine – est la réponse révolutionnaire aux crises et au manque de perspective du système capitaliste dominant.

Cela exige des partis marxistes-léninistes, dans différents pays, qu'ils aient tiré des conclusions de la dégénérescence révisionniste. Nous voulons encourager chacun à participer à la construction de tels partis dans tous les pays et aider à redonner au socialisme une nouvelle considération.

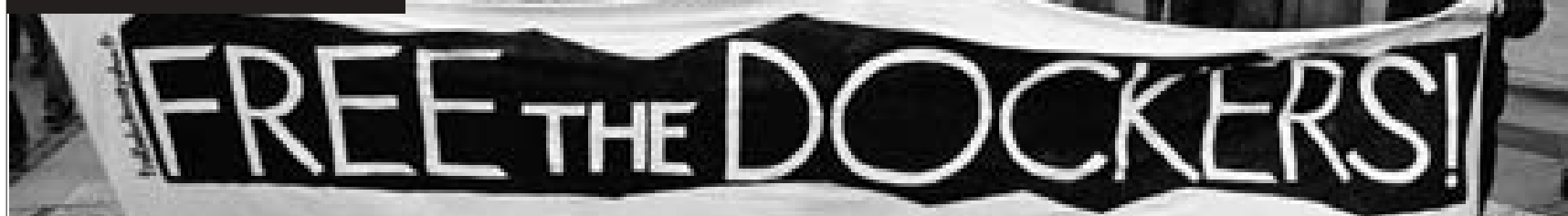
Pour une coopération solidaire et étroite du mouvement populaire et ouvrier dans les pays européens contre l'Europe des monopoles transnationaux !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous ! »

(L'appel terminait en appelant à manifester à Strasbourg le 11 février 2006 à 16 heures et le 14 février 2006)

Signataires : **Biélorussie**: Revolutionary Communist Group «Red Wedge»: slovoidelo@yandex.ru • **Allemagne**: MLPD (Marxistisch-Leninistische Partei Deutschlands) info@mlpd.de • **France** : OCML-VP(Organisation Communiste Marxiste-Léniniste- Voie Prolétarienne): vp.partisan@caramail.com • **Italie**: CARC (Comitati d'Appoggio alla Resistenza - per il Comunismo) resistenza@carc.it • **Italie**: SNLL (Sindacato Nazionale Lavorari in Lotta) : slna@libero.it • **Luxembourg**: KOL (Kommunistische Organisation Luxemburg) • **Pays-Bas**: GML (Grupe Marxisten-Leninisten) Rode Morgen: info@rodemorgen.nl • **Hongrie**: Hungarian Left Front Communist Youth Alliance: info@baloldalifront.hu

COMMUNIQUÉ



COMITÉ POUR LA DÉFENSE DES DOCKERS EMPRISONNÉS

EXTRAITS : Les dockers et les travailleurs de toute l'Europe se mobilisent depuis des années contre la directive Bolkestein et pour la dé-

fense de leur emploi et la sécurité au travail. On veut remplacer les dockers par les marins embarqués, sous payés et doublement exploités, pour les travaux de charges et décharges dans les ports. Cette directive vise uniquement à augmenter encore les profits des grands armateurs, sans même fournir un bénéfice quelconque pour les travailleurs embarqués de pays non européens, avec lesquels les dockers déclarent d'ailleurs leur solidarité.

Les dockers d'Europe avaient déjà obtenu une première victoire quand le parlement a rejeté en 2003 un projet «d'ouverture à la concurrence» des services portuaires. Un nouveau projet [...] a été rejeté le 18 janvier. 10 000 dockers étaient venus de toutes l'Europe pour protester [...] et ils ont obtenu encore une fois gain de cause. [...] Les dockers ne se battent pas seuls, comme l'a montré la manif européenne du 19 mars 2004 à Bruxelles. Cette fois par une lutte coordonnée de solidarité au-delà des frontières, avec les dockers nous avons gagné tous les travailleurs. Après cette victoire, le capital européen a contre-attaqué. Mettant en

oeuvre les mêmes lois «sécuritaires» fraîchement élaborés à l'occasion de la révolte des banlieues, [...] la police française a réprimé la manifestation des dockers à Strasbourg et a par la suite arrêté et jugé en «comparution immédiate» devant le tribunal correctionnel de Strasbourg neuf dockers belges, deux Français, un Espagnol et un Néerlandais pour «dégradations, violences et rébellion à agent».

Un docker belge a éclopé de quatre mois de prison ferme avec interdiction de territoire d'un an. Un ressortissant espagnol a été condamné à cinq mois d'emprisonnement avec sursis. Un docker français du Havre a été condamné à un mois de prison avec sursis, tandis qu'un ressortissant de Saint-Nazaire a éclopé d'une peine de trois mois ferme.

Tous les travailleurs ont bénéficié de la combativité des dockers européens. Tous les secteurs doivent maintenant se concentrer sur la défense de ces camarades et exiger leur mise en liberté immédiate et la cessation de toute poursuite judiciaire [...] Un Comité a été mis sur pied à Bruxelles le samedi 21 janvier 2006

pour la défense de tous les dockers européens, persécutés, emprisonnés et condamnés à la suite de leur grande lutte.

Nous exigeons des syndicats une ample mobilisation en défense des dockers. C'est ainsi que nous continuerons la lutte commune et unitaire. L'argent est nécessaire mais pas suffisant. Les sections d'entreprises doivent prendre des initiatives.

Soutenez le Comité et les dockers :

Il se réunit tous les lundis, à 19 h, au café Greenwich (près de la Bourse) à Bruxelles. Et pour un soutien financier : le compte belge 001-4518516-41; le compte de Voie Prolétarienne (France) : CCP n° 23 742 83 G Paris. (En mentionnant «Solidarité dockers européens»)

Libération immédiate et acquittement de tous les dockers emprisonnés. Non à la criminalisation des luttes syndicales

TOUS ENSEMBLE ! TOUS ENSEMBLE AVEC LES DOCKERS CONTRE L'EUROPE DU CAPITAL !



APPEL AUX LECTEURS

DIFFUSEZ PARTISAN AUTOUR DE VOUS !

- Faites connaître le journal (envoi sur demande et gratuitement d'anciens numéros)
- Exigez qu'il soit placé de façon visible chez les marchands de journaux, et faites-le commander à partir du code barre (PARTISAN M2348) ;
- Faites-en la publicité dans vos quartiers, sur vos lieux de travail : demandez nos autocollants et nos affiches, disponibles gratuitement.

ABONNEZ-VOUS ! ABONNEZ AUTOUR DE VOUS !

- Construisons ensemble une presse ouvrière, populaire et révolutionnaire ;
- Écrivez vos points de vue, critiquez ceux du journal... et ne vous impatientez pas pour la publication ;
- Envoyez-nous des projets, des idées d'articles, des coupures de presse, des photos, des dessins (avant la fin de chaque mois)

BURKINA

Présentée comme une œuvre humanitaire, la création au Burkina d'une filiale du groupe cosmétique s'est vite transformée en enfer pour les ouvrières. Quand elles ont résisté, quand elles se sont syndiquées, le discours d'Yves Rocher n'a plus été le même.

YVES ROCHER SÈME LA RÉVOLTE !

À l'origine, La Gacilly, une petite ville du Morbihan, dont Yves Rocher (PDG fondateur de l'entreprise) est le maire depuis 1961. Afin d'affirmer l'image de sa chère commune, il lance, en 1996, un projet de développement pour le Burkina, à grand renfort de subventions publiques locales. Le but, selon Yves Rocher, est d'«aider à l'essor économique d'un des pays les plus pauvres du monde en promouvant des initiatives économiques locales».

«Un groupe et des marques unies par une même passion... Rendre le quotidien de la femme plus agréable?»

C'est sans doute ce qui a poussé La Gacilienne, filiale d'Yves Rocher au Burkina, à exploiter 133 ouvrières, sous couvert d'un projet de développement, avant de les licencier lorsqu'elles ont voulu défendre leurs droits.

«UN PROJET À VOCATION HUMANITAIRE» ?

Début 1996, La Gacilienne est créée en banlieue de Ouagadougou, la capitale burkinabée. Détenue à 97 % par Yves Rocher, cette entreprise embauche 133 ouvrières pour fabriquer des sachets de plastique et des rouleaux de tombola que le groupe distribue à ses clientes. «Dans un pays où seulement 15 % de la population active travaille dans le secteur formel, nous avons vu l'arrivée de La Gacilienne comme un moyen de passer de logiques de survie à des logiques de vie», témoigne Lucienne, une ancienne salariée.

«RENDRE LE QUOTIDIEN DE LA FEMME PLUS AGRÉABLE» ?

Confinées dans un entrepôt mal éclairé, non aéré et cela durant la dizaine d'heures de travail quotidien, les ouvrières, entassées sur des bancs, ne peuvent ni parler entre elles, ni s'étirer, ni bailler sous peine de se voir supprimer une demi-journée de salaire. Pour un retard de quelques minutes, elles risquent une mise à pied allant de sept à dix jours. À cela s'ajoutent l'absence de congés maternité,



la non-prise en compte des heures d'allaitement dans le paiement des salaires, l'absence de visite médicale... et des cadences infernales. «Sous prétexte de subites grosses commandes à honorer dans les plus brefs délais, la direction nous demandait de travailler toujours plus vite : ainsi, nous arrivions à faire en deux mois des travaux originellement réalisables en six mois», raconte, Nathalie Gandéma, la déléguée syndicale CGT-B de La Gacilienne.

«AIDER À L'ESSOR ÉCONOMIQUE» ?

La rémunération moyenne n'excède pas le tiers du salaire minimal burkinabé. «Due au chantage à l'emploi et aux menaces, notre grande productivité s'est retournée contre nous : une fois terminée une commande, l'on nous mettait de force au chômage technique, bien évidemment impayé, pendant des semaines, des mois parfois.»

Devant la montée des protestations, le 1^{er} août 2005, la filiale du groupe Yves Rocher ferme et procède au licenciement des 133 ouvrières. Sans explication et sans préavis. Le 13 octobre, les ouvrières ont organisé une manifestation dans les rues de Ouagadougou pour revendiquer le versement d'indemnités de licenciement, mais aussi des dommages et intérêts pour non-respect du Code du travail et réparation des préjudices subis pendant neuf ans.

YVES ROCHER CAPITULE !

Le 19 janvier 2006 la Confédération Générale du Travail du Burkina (CGT-B) déclarait : «Camarades, nous avons le plaisir de vous annoncer la signature effective le jeudi 19 Janvier 2006 d'un procès-verbal de règlement à

l'amiable du dossier des travailleuses de la Gacilienne. L'accord ainsi signé règle définitivement le différend qui opposait les ouvrières de la Gacilienne au Groupe Yves Rocher.» Le syndicat notait que cela était aussi une victoire de la solidarité internationale qui avait relayé la lutte. Et en effet la multinationale lâchait de fortes sommes d'indemnisation qu'acceptaient les ex-employés et les démissionnaires.

MORALE POLITIQUE DE L'HISTOIRE.

Quant un capitaliste, petit ou grand, vous annonce qu'il veut «aider le tiers monde», ou «lutter contre la faim» (bien souvent relayé par le gouvernement, voire par une ONG de renom), on doit toujours s'étonner de tant d'humanité. D'autant que le financement n'est jamais effectué de manière désintéressée. Il s'accompagne toujours de contreparties : non-imposition, aides multiples à l'implantation, garantie de marché, réexportation des bénéfices, etc. L'aide peut finalement coûter très chère aux populations, mais enrichir très fortement les élites locales tout comme les investisseurs.

Aujourd'hui, on appelle cela mondialisation : mise en concurrence de territoires, surexploitation et dumping social. Pour les capitalistes industriels ou financiers il ne s'agit pas là d'erreur ou d'abus mais bien d'une économie politique en action, qui porte un nom pour les marxiste-léninistes : impérialisme.

Toutefois, les Yves Rocher et Cie ne s'attendent pas à l'une des conséquences positives de leur économie politique : le développement de la classe ouvrière, de sa tendance à s'organiser pour résister à l'exploitation, à tisser des liens avec d'autres travailleurs et dans le cas présent à sortir les femmes du cadre étroit de la famille. En bref, en pénétrant les économies traditionnelles, nos modernes capitalistes créent leur antagonisme politique. **SM**

Sources : Coordination Femmes Égalité (qui avait lancé la pétition de solidarité) ; La CGT-B ; Peuples Solidaires.



FOOTBALL

COUPE DU MONDE 2006 PROSTITUÉES POUR SUPPORTERS

La Coupe du Monde de football aura lieu en Allemagne en juin 2006. Dans ce pays, le proxénétisme et l'industrie du sexe ont été légalisés en 2002. En prévision de la Coupe du Monde, cette industrie a érigé un complexe prostitutionnel de 3000 m² pouvant accueillir 650 clients simultanément ! Globalement, les organisations féministes allemandes prévoient que 30 000 à 100 000 femmes vont être acheminées dans les 12 villes de la Coupe pour «couvrir» l'événement. Ces femmes vont surtout venir des pays de l'Est. La plupart seront trompées en leur faisant croire qu'elles auront des emplois de service, par exemple comme serveuses dans les bars et les restaurants. En réalité, elles seront contraintes de se prostituer.

La pression de la misère, la difficulté de trouver un travail, forcent des femmes des classes populaires à vendre leur corps. Le capitalisme s'en accommode très bien puisque le marché du sexe est un secteur très rentable, dans une société où l'idéologie dominante est marquée par le machisme et le patriarcat, et où la classe dominante est majoritairement composée d'hommes. Le capitalisme transforme tout en marchandise, tant que ça peut se vendre et rapporter un profit. L'image de la femme est marchandisée à foison, dans les publicités par exemple. C'est le corps de la femme lui-même qui est marchandisé dans la prostitution. C'est là un des rapports sociaux les plus dégradants et avilissants pour la condition humaine qui est maintenu par la société capitaliste dite

«civilisée». Cette société n'a ni l'intention, ni les capacités, d'y mettre un terme.

De l'autre côté du tableau, de nombreux hommes n'hésitent pas à prendre le corps des femmes pour un hôtel. Y compris dans les classes populaires où le machisme est bien trop répandu. En cette matière, le rôle des communistes est de lutter pied à pied contre les actes et les idées machistes au sein des travailleurs. La victoire viendra lorsque, au sein du mouvement révolutionnaire qui renversera la société capitaliste, les femmes seront parvenues à jouer le rôle moteur de la destruction des rapports machistes.

M. R.

À COMMANDER À NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte pour la transformation des rapports hommes/femmes fait partie de la lutte pour la révolution

1.50

Une brochure **Partisan** **1.5 euro**



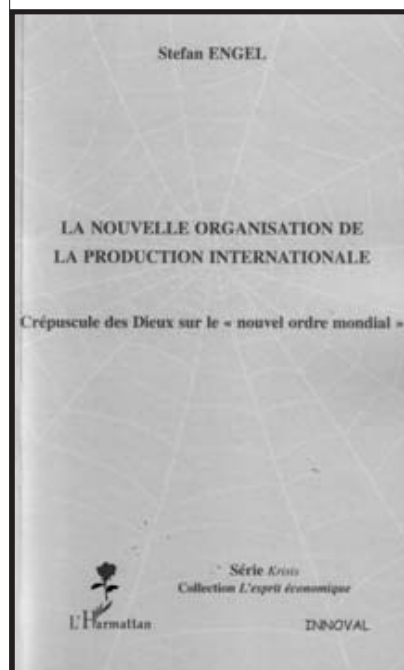
CRÉPUSCULE DES DIEUX SUR LE «NOUVEL ORDRE MONDIAL» DE STEFAN ENGEL

À partir du 1^{er} février, la maison d'édition française

l'Harmattan a pris en charge sa publication en français sous le titre : «La nouvelle organisation de la production internationale».

Nous rappelons les trois grandes parties de ce livre de 600 pages :

- 1/ Les changements essentiels dans l'économie politique de l'impérialisme ;
 - 2/ La nouvelle organisation de la production internationale introduit une nouvelle phase dans le développement de l'impérialisme ;
 - 3/ La nouvelle organisation de la production internationale aggrave la crise du système impérialiste mondial.
- Le prix public est 39 euros. Nous le diffusons quant à nous au prix de 30 euros. Ceux qui nous l'ont commandé et payé le recevront bientôt.



ARCELOR OU MITTAL ?

Fin janvier le groupe Mittal Steel a lancé une OPA hostile sur Arcelor. Celle-ci succédait juste à une autre OPA hostile d'Arcelor sur Dofasco, un trust canadien. Arcelor et Mittal, les protagonistes de la bataille en cours, sont eux-mêmes le résultat de fusions et d'OPA.

Nous n'avons pas à choisir !

Les groupes exploitent le plus possible leurs travailleurs et les sous-traitants, les font travailler dangereusement, les font mourir parfois, tout ça pour dégager des marges de profit gigantesques.

SUEUR ET SANG DES TRAVAILLEURS POUR RACHETER LE CONCURRENT. Profits qui leurs serviront ensuite à faire leurs emplettes sur le marché mondial. Le fonctionnement ordinaire du capitalisme, c'est ça. Et ce n'est pas fini. «Le secteur n'est pas assez concentré», disent les patrons de la sidérurgie. Pour le moment, la pénurie d'acier, suite à la montée en puissance de la Chine et de l'Inde, augmente les marges de profit des groupes sidérurgiques. Mais en cas de retournement de conjoncture, ils se retrouveront coincés entre les monopoles miniers et les groupes automobiles beaucoup plus concentrés. Car la fixation des prix est aussi influencée par un rapport de force que les trusts sidérurgiques, trop dispersés, n'ont pas, face à leurs fournisseurs (les mines), ou face à leurs clients (les groupes automobiles).

BATAILLE MÉDIATIQUE ENTRE BOURGEOIS. Cette course à la puissance est l'objet de conflits entre bourgeoisies. Chacun a vu, à la télé, les gesticulations du Ministre français de l'Industrie Thierry Breton ou du PDG d'Arcelor, Guy Dollé, protestant contre l'OPA hostile. D'abord, ils ont brandi le péril asiatique parlant de Mittal comme d'un groupe «indien», de par la nationalité de son PDG. Puis ils ont défendu Arcelor comme entreprise européenne modèle («l'airbus de l'acier»). Enfin ils ont expliqué qu'une fusion c'était dangereux pour les travailleurs à cause des restructurations. De son côté Mittal, qui a construit son groupe à coup de rachat, suivi de restructurations, promet que cette fois, il n'y aura pas de suppressions d'activité. Il a même émis l'idée qu'il pourrait renoncer à fermer le dernier haut-fourneau liégeois.

GARANTIE 100% MAUVAISE FOI. Arcelor était mal placé pour crier à l'OPA hostile. Le trust venait juste d'en finaliser une quelques jours plus tôt contre Dofasco. Il n'était pas non plus légitimé pour dénoncer les suppressions d'emploi pour restructuration. Ils en ont fait des milliers en Lorraine, à Liège et ailleurs.

Arcelor «airbus de l'acier»? Cela a fait ricaner les dirigeants de Thyssen Krupp, perdants de la dernière bataille contre Arcelor, lors de la reprise de Dofasco. Cela a fait aussi rire jaune les dirigeants belges, écartés des cercles dirigeants du trust après le rachat de Cockerill-Sambre par Usinor. En fait, Arcelor est bel et bien un trust dominé par la bourgeoisie française, issu de la fusion d'Usinor avec une société luxembourgeoise et une espagnole. Le seul allié de la bourgeoisie française est le gouvernement du Luxembourg qui détient 5,6% des actions d'Arcelor. Arcelor étant une société de droit luxembourgeois, son parlement est d'ailleurs en train d'élaborer une législation pour bloquer l'OPA. Quant aux promesses de Mittal sur le haut-fourneau liégeois il a ajouté pru-

demment «*Ce qui ne veut pas dire que je ne vais pas arriver aux conclusions d'Arcelor.*»

RIVALITÉS ENTRE BOURGEOISIES DANS LA CONSTRUCTION DE L'EUROPE. Mittal Steel, à part la nationalité du PDG, n'a rien d'Indien. C'est un trust anglo-hollandais et la famille de Lakshmi Mittal a, en fait, intégré la bourgeoisie britannique. L'OPA, si elle réussit, sera une étape dans la construction d'un trust européen visant à dominer le marché mondial. On assiste à la construction de l'Europe Impérialiste. Les bourgeoisies des différents pays européens changent ainsi le niveau de leurs ambitions à travers cette construction. Mais les bourgeoisies britannique, française, allemande, hollandaise, italienne entrent aussi en conflit dans ce processus : il y a des perdants et des gagnants. Jusqu'à présent, dans le secteur de l'acier, la bourgeoisie française s'était bien débrouillée, réussissant par des fusions successives à rester dominante dans un groupe acquérant une taille mondiale. Ses protestations d'aujourd'hui n'en sont que plus ridicules car elle est victime des règles qu'elle a elle-même imposées et utilisées à son profit.

DES SYNDICALISTES AUX ORDRES. Lakshmi Mittal est la troisième fortune mondiale. Il a dépensé, pour marier sa fille au château de Vaux-le-Vicomte la bagatelle de 50 millions d'euros. De l'autre côté Guy Dollé, plus modeste mais quand même l'un des premiers au hit parade des salaires de PDG en France : 1,3 millions d'euros annuel soit une augmentation de 61,4% par rapport à 2004. Ces deux très grands bourgeois cherchent à enrôler dans leur bataille le maximum de forces. Et ils y réussissent.

Les syndicats américains soutiennent l'OPA de Mittal. «*Il n'y a pas trop de sidérurgistes ; il y a trop d'entreprises*» dit Leo Gerard du United Steelworkers International Union. En Europe, les syndicats de France, Allemagne, Espagne, Belgique et Italie de la Fédération Européenne des Métallurgistes se sont déclarés hostile à l'OPA avec un argument inverse. «*Comme tout le monde le sait ce genre de mesures est souvent rapidement suivi de diminution du nombre d'emploi et d'autres mesures restrictives.*» En bref, chaque syndicat a choisi le camp du trust qui domine dans son pays. Pourquoi ?

Mittal et Arcelor consacrent (comme tous les trusts) une part (minime) de leurs bénéfices pour s'assujettir une couche de dirigeants syndicaux, payés par eux directement ou indirectement. Leur intérêt est partie liée avec le trust. Plus précisément avec sa direction. Chaque direction de grands syndicats est d'ailleurs organiquement liée à sa bourgeoisie et suit avec une certaine anxiété les combats qu'elle livre dans la guerre économique. Le succès de ses maîtres conditionne les miettes qu'elle concèdera à la bureaucratie syndicale pour qu'elle continue à encadrer efficacement les travailleurs. Le changement de maître est une opération délicate. Les dirigeants de la Fédération Européenne des Métallurgistes expriment leur anxiété face à ce changement éventuel quand ils disent : «*Les représentants des travailleurs redoutent qu'à travers cette reprise ils*

risquent de perdre la culture de dialogue social très développée qui règne dans le groupe Arcelor.» Cela fera sûrement beaucoup rire les sidérurgistes liégeois révoltés, ces dernières semaines, contre les promesses non tenues d'Arcelor, les fermetures anticipées, les implantations jamais venues, etc...

LES TRAVAILLEURS N'ONT PAS À CHOISIR. D'ailleurs, à Liège, dans les anciennes usines Cockeril Sambre, les travailleurs se souviennent des fermetures successives de hauts-fourneaux. Les gesticulations de Guy Dollé n'y trouvent aucune sympathie. Beaucoup réagissent même en disant «*bien fait pour sa gueule*» et souhaitent sa défaite. Avenir professionnel compromis, mais popularité garantie au journaliste impertinent qui lui demandera : «*Mon-sieur Dollé, quelle impression cela vous fait d'être peut-être bientôt au chômage ou en*

pré-pension après l'avoir infligée à des milliers de travailleurs ?»

A Charleroi, dans l'usine moderne produisant de l'acier inoxydable, le discours du PDG d'Arcelor a plus d'échos. Son acier serait du haut de gamme contrairement au tout venant de Mittal («*du parfum contre de l'eau de toilette*»). La perspective d'être mélangé aux aciers bas de gamme de Mittal suscite des inquiétudes.

Mais le meilleur moyen de sortir de ces inquiétudes est de se battre contre les patrons, quelle que soit la nationalité de celui qui dirige. Nos objectifs à nous, sont de reconstruire l'unité de la classe ouvrière internationale pour mener la lutte de classe. On nous oppose entre ouvriers de chaque usine du trust, de chaque trust, de chaque pays. Répondons par la solidarité et l'organisation. Reconstruisons des organisations politiques et syndicales sur les bases de classe.

ALLEMAGNE

REPRISE IMPORTANTE DES LUTTES

Sur plusieurs fronts, les travailleurs allemands se défendent contre des attaques patronales et du gouvernement.

GRÈVE CHEZ ELECTROLUX/ AEG À NUREMBERG.

Il y a quatre semaines, l'équipe de l'usine AEG à Nuremberg, appartenant au groupe Electrolux, troisième producteur mondial d'électroménager, est entrée dans une courageuse grève contre la fermeture de l'entreprise. La délocalisation en Pologne supprimerait 1 700 postes à Nuremberg. C'est par un vote de 96 % que le personnel s'est prononcé pour la grève ! L'usine est occupée sept jours sur sept. La solidarité des autres travailleurs, de la population – et cela au niveau international – est très importante. Des centaines de messages de solidarité arrivent. Cette grève focalise toute la résistance contre les fermetures et les licenciements en Allemagne. Dans toute l'Europe, 11 usines d'Electrolux sont menacées de fermeture, y compris en France. En 2005, deux journées d'action internationale ont eu lieu. Les travailleurs de 7 pays européens y ont participé !

Fin janvier, la grève s'est élargie à d'autres sites. Les ouvriers de l'approvisionnement central d'Electrolux à Rothenburg en Allemagne veulent poursuivre la lutte, mais le responsable du syndicat IG-Metall a convenu, avec le groupe, de «suspendre» la grève pour amortir les difficultés de livraison ! Les dirigeants d'IG-Metall à Nuremberg orientent la lutte sur des «indemnités» et non sur la défense de tous



les postes de travail. Cette tactique défensive a échoué : le groupe ne cède pas. La grève contre des fermetures étant illégale en Allemagne, elle doit s'organiser de manière indépendante. Le Parti Marxiste-Léniniste d'Allemagne (MLPD) propose, dans un tract aux travailleurs allemands, un «*élargissement de la grève dans tout le groupe, sur l'ensemble du secteur et au delà des frontières. Tous les travailleurs d'AEG en grève ! Il faut se battre contre les jaunes briseurs de grève... Il est important d'insister sur des procédures démocratiques pour que le personnel décide lui-même de sa lutte et de moyens adaptés. Alors : À l'offensive ! 30 heures par semaine sans perte de salaire ! Le chômage ne peut être combattu qu'aux frais des profits.*»

GRÈVE DANS LES SERVICES PUBLICS. Le gouvernement veut prolonger le temps de travail : augmentation de 38,5 à 40 ou 41 heures par semaine. En même temps, il veut augmenter l'âge de la retraite à 67 ans ! Argument des patrons du public : Rééquilibrer les finances et sauver des emplois ! Mais si les caisses sont vides, c'est à cause de la redistribution des richesses en faveur des monopoles. Un allongement du temps de travail supprimerait des milliers de postes et abaisserait sensiblement les salaires. Et cela, avec déjà 5 millions de chômeurs officiels !

Depuis le 6 février, c'est la grève à Baden-

AUX TRAVAILLEURS D'ARCELOR ET DE MITTAL. Demain le vainqueur de l'OPA nous présentera la note. Ce sera aux travailleurs de payer les dépenses de cette OPA et celles des OPA à venir. La guerre entre les patrons a donc des conséquences calamiteuses pour nous si nous ne nous battons pas. Par contre, cette guerre affaiblit nos exploiters et c'est un moment favorable à la lutte. Sortons notre drapeau et présentons la facture à nos PDG pour les licenciements et les salaires bloqués. Présentons-leur la facture pour les accidents du travail et les régions désertifiées. Cultivons nos rancunes, construisons notre unité de travailleurs contre leur monde de brutes. Cultivons nos haines, nous les transformerons en espérance pour une société débarrassée du capitalisme.

Militant VP après discussion avec un camarade belge de la Voix des Communistes

Wurttemberg dans le sud de l'Allemagne. 94 % des travailleurs de l'administration, des hôpitaux et les éboueurs ont voté pour et luttent avec le syndicat des services publics Ver.Di. Des votes sont actuellement réalisés ailleurs. La lutte offensive est à l'ordre du jour. Les patrons du public ramènent des briseurs de grèves et, dans la ville de Osnabrück, la police est intervenue violemment ! L'État n'a rien de neutre : il est à la pointe des souhaits patronaux et révèle ce qui attend l'ensemble des travailleurs dans la lutte des classes.

Une partie de la base critique les directions syndicales, qui n'élargissent pas assez les actions et qui ne réclament que le maintien des 38,5 heures existantes. Face au chômage, les 30 heures par semaine sans perte de salaire sont à l'ordre du jour.

Correspondance d'après une information internationale du MLPD.

Partisan se déclare solidaire de ces luttes et demande à tous ses lecteurs de faire connaître et de soutenir la grève chez Electrolux. Voici l'adresse du Comité de solidarité avec la grève chez AEG en Allemagne: solikreis@web.de

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

TOUJOURS D'ACTUALITÉ :

RÉÉDITION DE NOTRE BROCHURE :

« POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE »

Nous publions à nouveau notre brochure, parue il y a dix ans, le «Manifeste pour un syndicalisme de classe». A l'époque où nous l'avions éditée, la grève de décembre 1995 venait de se terminer. La crise de la CFDT entraînait dans une phase aiguë, suite à son attitude hostile à la grève et favorable au plan Juppé. Elle se manifestait par la structuration d'une opposition, puis par des départs, en particulier ceux des cheminots CFDT de Paris-Gare-de-Lyon qui créèrent SUD-Rail. Cette création d'un nouveau SUD, sur le modèle de SUD-PTT, allait amorcer la constitution de nombreux syndicats SUD et l'essor du regroupement, connu aujourd'hui sous le nom de G10 Solidaire.

Pendant toute cette période, les questions fusaient dans le milieu des syndicalistes opposés aux directions confédérales. Fallait-il favoriser la constitution des SUD ? Aider à structurer l'opposition CFDT ? Aller à la CGT ? C'est à ces questions bien concrètes qu'étaient alors confrontés nos militants dans les syndicats.

Dix ans après, où en sommes-nous ? La question de la CFDT est réglée. Des pans entiers sont passés à la CGT (Union Régionale Auvergne, Fédé Transports) et les syndicats SUD se sont multipliés comme des petits pains. Mais la situation reste aussi confuse en terme d'orientation. Le G10 devient une auberge espagnole où le syndicalisme d'accompagnement réformiste prend de l'ampleur. La direction de la CGT vise à gagner une image de respectabilité et à devenir le partenaire privilégié de la bourgeoisie. Le 48e congrès, en avril prochain, doit ancrer cette évolution et décider des transformations structurelles au service de cette orientation de collaboration de classe. Cette évolution met en désarroi des milliers de militants. à l'image du PCF, la CGT poursuit sa dispersion en de multiples chapelles, mal confédérées. En positif, il devient de plus en plus facile, pour des révolutionnaires, de s'y faire entendre à tous les niveaux... sans que cela ait pour le moment de conséquences autres que locales. Ces voix critiques restent, pour le moment, dispersées.

Dans Partisan, nous avons abordé à plusieurs reprises la situation du syndicalisme SUD aussi bien que CGT. Dans la période de confusion que nous vivons, nous n'en sommes pas à établir des plates-formes de lutte ou à batailler sur la structuration des SUD ou de la CGT (bien que ces questions aient des enjeux). Par contre, nous pensons qu'il reste fondamental de se positionner en termes généraux dans le débat en cours sur la recomposition et de créer des espaces de débat, de rencontres, de regroupements.

C'est pour cela que nous rééditons cette brochure qui vise à déterminer une orientation syndicale pour les révolutionnaires et tous ceux qui ont le souci de développer un syndicalisme de classe. Notre objectif est de constituer l'outil par lequel une masse de travailleurs de plus en plus grande puisse faire l'apprentissage de la lutte contre le capitalisme. Un syndicalisme révolutionnaire qui serve aussi de formation politique de premier niveau dans la lutte contre la bourgeoisie et pour son renversement.

Quels sont donc les critères pour aujourd'hui d'un syndicalisme de classe, ceux qui permettent de voir avec qui nous pouvons ou non travailler, et sur quelles bases doit se faire cette recomposition ? C'est le but du Manifeste pour un syndicalisme de classe de définir cette orientation générale sur le syndicalisme que nous voulons. Une telle démarche nous semble préalable à la constitution de regroupements autour de plates-formes.

EXTRAITS CHOISIS

NOUS VOULONS UN SYNDICALISME DE CLASSE

(...) Nous affirmons que c'est sur la base de ce critère de classe que l'on situe les revendications à défendre. Nous rejetons les mots d'ordre ouvertement nationaliste comme le «Produisons français» ou au chauvinisme camouflé comme «Développement industriel». Nous refusons la défense de son entreprise ou de son pays au nom de la défense des emplois. Contre la solidarité de fait avec son employeur, nous opposons la construction de l'unité entre travailleurs de différentes entreprises, de différents pays. Nous refusons, de même, de parler de la «défense des usagers» ou du «service public» et nous mettons en avant la défense des intérêts des travailleurs et des secteurs populaires dans l'accès aux soins, à l'éducation, aux transports... (...)

NOUS VOULONS UN SYNDICALISME DE SOLIDARITÉ

(...) La construction de l'unité de classe suppose le combat contre le racisme, mais

aussi contre le sexisme. Temps partiel imposé, discrimination salariale, discrimination à l'emploi sont le lot des femmes travailleuses. La dureté croissante des conditions d'exploitation entraîne aussi la multiplication de rapports machistes et des cas de harcèlement sexuel. Comme sur les questions de l'immigration, il ne faut pas hésiter à aller à contre-courant des idées dominantes dans le syndicat. Le combat d'ensemble ne doit pas se faire en camouflant les situations particulières mais en intégrant la lutte contre les divisions que le patronat et l'Etat nous imposent. (...)

NOUS VOULONS UN SYNDICALISME INDÉPENDANT

(...) Nous refusons le syndicalisme institutionnel de partage des tâches entre syndicats et patronat. Nous refusons un syndicalisme qui gère cantines, mutuelles, chômage et sécurité sociale, syndicalisme qui n'a apporté que corruption matérielle et idéologique dans nos rangs. On ne peut pas en même temps dénoncer le capitalisme et prétendre en être les meilleurs gestionnaires, voire de dignes représentants patronaux comme on a pu le voir dans certains CE (...)

NOUS VOULONS UN SYNDICALISME VÉRITABLEMENT COLLECTIF ET DÉMOCRATIQUE

(...) Pour cela nous avons besoin de délégués, de représentants, de mandats, de décisions centrales, de modes de contrôle. Nous avons besoin d'Unions Locales, de structures interprofessionnelles, du fédéral et d'organisations internationales. La vie syndicale ne peut se mener sans une telle structuration. La démocratie directe ne peut guère construire qu'une petite structure locale. Le problème n'est pas d'avoir des repré-



Partisan

Manifeste pour un syndicalisme de classe



sentants, mais de savoir les choisir sur des bases claires et explicites, de pouvoir les contrôler en permanence, jusqu'à remettre en cause leur mandat, d'élaborer collectivement (et non à partir de quelques experts, aussi syndicaux soient-ils) une orientation de classe. (...)

NOUS VOULONS UN SYNDICALISME DE MASSE ET DE CLASSE

(...) Nous défendons l'idée d'un syndicalisme de classe ; mais nous voulons aussi construire un syndicalisme de masse. Notre ambition est de construire un syndicalisme de classe majoritaire parmi les travailleurs. Nous pensons même que, dès aujourd'hui, il est possible d'organiser une fraction significative de la classe ouvrière et de l'ensemble des travailleurs autour d'un syndicalisme dynamique, radical, de rupture avec la société capitaliste. Pour cela, nous refusons le syndicalisme élitiste de quelques avant-gardes. Nous refusons, en particulier, de confondre organisation syndicale et organisation politique. (...)



22 AVRIL 2006

LES ENJEUX DU 48^e CONGRÈS DE LA CGT

MEETING DE VOIE PROLÉTARIENNE



22 AVRIL 2006

LES ENJEUX DU 48^e CONGRÈS DE LA CGT

MEETING DE VOIE PROLÉTARIENNE

La CGT tient, du 24 au 28 avril prochains, son congrès confédéral à Lille. Mille délégués vont y débattre de l'orientation du syndicat pour les trois prochaines années et y élire une nouvelle commission exécutive. Quels sont les enjeux de ce congrès ? Que peut-on en attendre ?

Le recentrage à l'épreuve du 48^e congrès de la CGT

DE VRAIS ENJEUX MAIS PAS DE BOULEVERSEMENT. Ce congrès, plus que les précédents, est attendu aussi bien par beaucoup de militants CGT, que par des militants d'autres syndicats et même par la bourgeoisie. Mais ses enjeux sont limités par la façon même dont la confédération est organisée. La structure confédérale qui a le plus de poids n'est pas la Commission exécutive, élue par le dernier congrès, mais le CCN (Comité Consultatif National).

Or ce CCN n'est pas élu par le congrès confédéral. Il regroupe les permanents qui dirigent les principales Unions départementales et Fédérations de la CGT. C'est le CCN qui avait mis en minorité Thibault et Le Duigou en optant pour un rejet du traité constitutionnel en février 2005. C'est aussi le CCN qui a la capacité réelle de plomber une initiative du Bureau Confédéral ou de la faire porter par toutes les organisations de la CGT.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de transformations entre la tête et les structures. Ces transformations dépendent d'une multitude de congrès départementaux ou fédéraux et le bureau confédéral pèse à sa façon sur eux. On se rappelle, dans le *Partisan* d'octobre, la façon dont la confédération a profité de l'apport de militants de

la CFDT pour bouleverser les structures dirigeantes de la fédération des banques CGT.

DÉBATS ESQUIVÉS. On aurait pu penser qu'un congrès devait servir à traiter des grands désaccords survenus depuis le dernier congrès. Le référendum du 29 mai avait divisé les structures dirigeantes. Thibault, au lendemain du vote du CCN de février avait attaqué publiquement les organisations de la CGT en parlant d'un déficit de démocratie. De tout cela, rien ne transparait dans le rapport d'activité, pourtant censé rendre compte de la vie de la CGT lors des trois années passées. Les mots «Oui» et «Non» n'y sont même pas.

L'orientation propositionnelle n'est pas non plus mise en débat. Depuis des années, la CGT refuse de dire «Non» quel que soit le type de réforme envisagée par la bourgeoisie. Refus de dire Non aux lois Aubry, à la Loi Fillon sur les retraites, au plan Douste-Blazy sur la Sécu. Même sur le traité constitutionnel, au moment de voter, la direction CGT parlait de peser pour améliorer le texte. Il aura fallu la venue du CPE pour que la CGT adopte enfin un mot d'ordre de rejet : «Retrait du CPE», mais sans mobiliser véritablement à fond contre la précarité.

Concernant les journées d'action interprofessionnelles qui ont marqué, comme le 10 mars et le 4 octobre 2005, et dont on

a attendu en vain la suite, le rapport d'activité en parle mais en complète autosatisfaction ou en rejetant la responsabilité du manque de suite sur les autres confédérations. Quant au rapport d'orientation qui trace les axes de travail de la période à venir, il ne dit pas un mot des méthodes de lutte à mettre en oeuvre.

POUR UN « SYNDICALISME RASSEMBLÉ » ? Plusieurs axes sont néanmoins dessinés dans le rapport d'orientation et donc soumis à discussion. L'un d'eux est la volonté de la CGT d'œuvrer pour un «syndicalisme rassemblé». Le terme n'est pas expliqué et à aucun moment les documents soumis aux congressistes n'évoquent le conflit à l'oeuvre depuis toujours dans le mouvement ouvrier entre syndicalisme de lutte et syndicalisme d'accompagnement, et qui se développe maintenant à l'intérieur même de la CGT.

Au niveau français c'est la recherche d'unité d'action avec la CFDT. Bien pratique d'ailleurs, car quand elle la refuse, la CGT reporte sur elle la responsabilité du manque de réaction aux attaques. C'est d'ailleurs ainsi que le rapport d'activité pour le 48^e congrès analyse l'échec des grèves du printemps 2005. En contradiction flagrante avec les faits : manifestations géantes pendant plusieurs mois en dépit de la CFDT.

Au niveau européen, l'axe vise à réaffirmer la présence de la CGT dans la Confédération Européenne des Syndicats, un moment contesté lors du référendum. La CES avait en effet appelé à voter Oui et avait critiqué le résultat français.

Au niveau mondial c'est la volonté d'intégrer la confédération mondiale en construction autour de l'internationale chrétienne et de l'internationale dirigée par l'AFL-CIO américaine. Un ramassis de bureaucraties réactionnaires, liées chacune à leurs bourgeoisies et travaillant à la construction d'un organe superbureaucratique.

POUR UN « NOUVEAU STATUT » DU SALARIÉ ? Il s'agit d'obtenir «des droits transférables lors de la mobilité des salariés d'une entreprise à l'autre». Nous en avons déjà parlé dans *Partisan*, y voyant une façon de s'adapter aux restructurations successives en ne les contestant plus. Maryse Dumas, rendant compte du 47^e congrès, et prévoyant l'objection, y répondait à l'avance en disant que la lutte contre les licenciements n'était pas contradictoire avec cette revendication. Les textes du 48^e congrès n'ont plus ce souci là. La lutte contre les licenciements n'est même pas abordée. Recherchez même le mot «licenciement» dans le rapport d'orientation, vous ne le trouverez pas. Il n'y a plus que des salariés en transition entre deux emplois. De même que passe à la trappe l'organisation des chômeurs.

POUR DES PATRONS RESPONSABLES ? Mais ces deux documents de préparation frappent plus par ce qui manque que par ce

qu'y s'y trouve. Vous ne trouverez ainsi ni le mot ouvrier, ni celui de travailleurs. Pas le mot «profit» et donc, pas non plus l'expression «lutte des classes». Juste des contradictions entre employeurs et salariés qui s'expliquent par une panne de démocratie à l'entreprise. Comment résoudre ça ? Par un peu plus de négociations et l'appel à la responsabilité sociale des entreprises. Les militants confrontés chaque jour à la sauvagerie patronale et à la violence de la guerre économique pourront s'entraîner à lire à haute voix, sans rire, les meilleurs passages du rapport d'orientation sur la démocratie et la responsabilité de l'entreprise.

On retrouve, dans cette logique et ces passages, les analyses de l'idéologue de la CGT de ces dernières années : Jean-Christophe Le Duigou. Analyses qu'il expose dans son livre «Demain le changement, Manifeste pour un nouveau syndicalisme» (dont vous pourrez lire la critique sur le blog ouvalacgt.org).

QUEL EST L'ENJEU DU CONGRÈS POUR SES DIRECTIONS ? Vue la façon dont les débats sont esquivés dans les rapports préparatoires, et la façon dont le congrès est préparé dans les structures, on peut penser que tout est fait pour rendre invisible la fracture qui s'est ouverte entre le Bureau Confédéral et le CCN l'an dernier.

La direction confédérale a bien perçu le message et met un peu plus de vivacité dans l'opposition aux attaques mais avec la même inefficacité voulue, avec la même politique d'unité avec la CFDT conduisant aux mêmes échecs.

Mais quels que soient les compromis tissés entre les grandes fédés et le bureau confédéral, il n'est pas sur qu'ils réussissent à endiguer complètement le débat. Le fait que le congrès se déroule dans un département qui n'est pas favorable à la ligne majoritaire est aussi une donnée à prendre en compte.

La volonté confédérale de restructurer les organisations de la CGT pourrait rouvrir la fracture. Un document confidentiel lors du CCN de juin parlait même de supprimer les UL et de réunir les fédérations ouvrières en une seule «Fédération Industries». Le rapport d'orientation est plus prudent. Mais il maintient le nouveau système de remontée de cotisation qui rend la confédération maître des cordons de la bourse.

VERRA-T-ON UNE OPPOSITION SE LEVER ? «Une» opposition, probablement pas. Mais des voix multiples oui. Probablement un mélange de militants inquiets pour l'avenir de la CGT et de dirigeants locaux et fédéraux inquiets pour le leur. Le système de désignation des délégués (voir encart) n'est pas du tout favorable à l'élection de personnes mandatées sur des critiques. Le verrouillage systématique (ce qui n'était pas le cas aux deux derniers congrès) fera le reste. Pour le Congrès de Lille, on peut être certain qu'il y aura bien moins de délégués critiques...



PLUS SUR LE BLOG OUVALACGT

Sur le blog, vous trouverez les versions complètes du rapport d'activité et du rapport d'orientation ainsi que leurs critiques. Vous trouverez également le texte confidentiel du CCN sur l'évolution des structures et d'autres textes comme l'analyse du livre de Le Duigou «Manifeste pour un syndicalisme». On y trouve également, et c'est ce qui est important aujourd'hui, une plateforme pour organiser le débat et la lutte à l'intérieur de la CGT, dans le cadre de la préparation du 48^e Congrès.

QUEL ENJEU POUR LES RÉVOLUTIONNAIRES ?

Le 48^e congrès est un moment très favorable pour discuter de l'orientation syndicale. Un moment privilégié pour élargir le doute de certains camarades. Nous pouvons montrer la cohérence dans la collaboration de classe qui guide la direction confédérale. Nous pouvons faire en sorte que notre voix porte aussi loin que possible vers les syndiqués de base. Les assemblées de préparation en sont un moyen. Notre presse, les tracts, le blog aussi. Ce travail doit être poussé jusqu'à la rédaction d'amendements qui permettent de polariser des oppositions.

Le congrès est aussi un moyen d'ouvrir des espaces de débat où nous pourrions échanger avec de nouveaux camarades. Ces échanges nous serviront plus tard dans les échéances de la lutte de classe. Ils permettront aussi d'avancer dans la construction d'un syndicalisme de lutte de classe capable enfin de participer à la construction d'une perspective dans la lutte face à la bourgeoisie.

Et surtout, l'enjeu véritable est de montrer que les conflits sous-jacents aux désaccords syndicaux sont des conflits politiques. Derrière les orientations syndicales différentes il y a des visions politiques différentes de la société : adaptation ou rupture d'avec le capitalisme. Il s'agit donc de rallier des franges de militants à nos objectifs et nos analyses mais aussi de leur faire percevoir que seule une orientation communiste révolutionnaire est capable de cerner les vrais enjeux, de proposer une orientation de combat, de regrouper les opposants, de démasquer les faux amis et de tracer une perspective d'avenir. Ce 48^e congrès CGT est un congrès syndical, mais le principal enjeu est politique !

LA DÉSIGNATION DES DÉLÉGUÉS

Il y a deux modes de centralisation dans la CGT : l'interprofessionnel et le professionnel. Chaque syndicat est rattaché à une structure locale (Union Locale ou Départementale). Les syndicats sont aussi fédérés par branche (Métallurgie, Chimie, Verre etc...). Les UD et Fédérations sont ensuite « confédérées ». Chaque niveau a ses locaux, ses permanents, sa presse syndicale etc...

Le congrès confédéral est un congrès de syndicats. Pourtant les délégués sont désignés par les Fédés (après négociation territoriale avec les UD), avant même que le débat ne prenne dans les syndicats, selon des critères d'âge, de sexe et selon une certaine rotation entre syndicats au fil des congrès. Ensuite, ces délégués sont censés tourner dans les assemblées à la base pour se pénétrer des débats qui s'y déroulent. Autrement dit, il n'y a aucune possibilité pour élire des représentants en fonction des débats ayant réellement lieu.

Concrètement pour ce congrès, on assiste à un verrouillage. Les voix critiques sont évincées des désignations. Sauf, évidemment, dans les structures déjà ouvertement oppositionnelles comme les UD du Nord et du Pas-de-Calais. Ce verrouillage avait déjà commencé lors des élections des commissions exécutives, à l'occasion des congrès fédéraux ou départementaux (voir *Partisan* d'octobre sur le congrès de l'UD 94).

Le 47^e congrès, en mars 2003, avait montré l'existence d'une opposition qui, sur certains votes, avait pu s'élever jusqu'à 25% des voix. On peut être certain que, cette fois, le niveau de critique sera inférieur.

EDF

Le service public n'est pas un service public ! (2)

6 LA GAUCHE EST CONTRE LES PRIVATISATIONS : FAUX. Un petit espoir, face à la dégradation généralisée des services publics : le retour de la Gauche au pouvoir en 2007 ? Vous rêvez ! Auriez-vous déjà oublié ce qu'était la «Gauche plurielle» de Jospin, comment elle a battu des records en matière de privatisations ? Elle a fait plus en trois ans que les gouvernements de Balladur et Juppé réunis de 1993 à 1997 ! Et surtout – n'oubliez pas ! – avec la participation active du PCF. Jean-Claude Gayssot, par exemple, organisant la privatisation d'Air France. Et avec la «solidarité gouvernementale» de Marie-George Buffet – la populaire Marie-George étant alors ministre.

Il est vrai que la Gauche, à ses débuts, en 1981-82 – il y a un quart de siècle ! –, a procédé à une vague historique de nationalisations. Ce fut pour se heurter très rapidement aux «contraintes économiques», au nécessaire respect des «grands équilibres». *«A partir de 1984, le discours politique change. Laurent Fabius, premier ministre, proclame que la mission première des entreprises publiques est de revenir aux bénéfices. Alléger le budget de l'Etat passe avant le souci du chômage. Des suppressions massives d'emplois ont lieu dans les charbonnages (4 000), les chantiers navals (7 000), la sidérurgie (20 000), sans parler de Creusot-Loire ou de Renault»* (Le Monde, 19 novembre 1996).

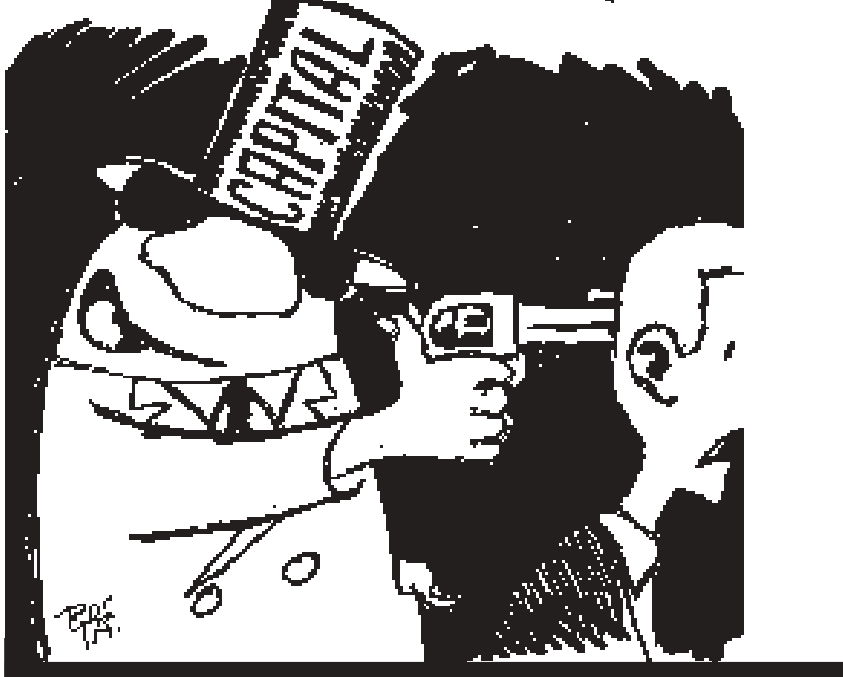
Et vous seriez prêts à faire confiance à ce même PCF ou à ce même Fabius aujourd'hui pour freiner la dégradation ! Vous n'avez pas compris que c'est la machine capitaliste – les fameuses «contraintes économiques» – qui dicte sa loi aux gouvernements, quels qu'ils soient, et non le contraire. Pour arrêter la dégradation, il faut arrêter le système ! Il faut changer de système économique. Et pas de «politique». Encore moins de gouvernement.

Tout ce qui reste d'un peu spécifique à la Gauche, c'est une certaine hypocrisie particulière, un certain discours «social». Remplacer les plans sociaux par des «plans de sauvegarde de l'emploi». Et les privatisations par des «ouvertures du capital». Vous avez droit d'aimer les berceuses... mais on ne peut pas se contenter de dormir dans la vie !

7 ILS PRIVATISENT PARCE QU'ILS VEULENT TOUJOURS PLUS DE PROFIT : VRAI. Il y a des périodes – après une guerre mondiale – ou des secteurs (le nucléaire, par exemple), où les capitalistes ne peuvent faire les investissements nécessaires que collectivement, c'est-à-dire par le biais de leur «quartier général», l'Etat. Mais, Trente Glorieuses plus tard, l'économie est reconstruite, ou la technique nucléaire est opérationnelle.

D'autre part, pour tourner, la machine capitaliste ne peut faire autrement que s'élargir. Au capital initial doit s'ajouter le profit, qui gonfle d'autant le capital initial. Bref, grandir ou mourir, c'est une loi de la concurrence. Ça nous donne le culte de la croissance, les fusions-acquisitions, les investissements directs à l'étranger (IDE), en un mot un mouvement perpétuel dans lequel le Capital se comporte comme un ogre insatiable. Il lui faut en permanence de la chair fraîche. Des victimes, hommes et Nature. Le secteur public ou nationalisé fait partie des cibles. Il est déjà vampirisé par le biais de la dette, y compris celle

À GAUCHE, ON M'APPELLE
"CONTRAINTES ÉCONOMIQUES"



LES PRIVATISATIONS EN CHIFFRES (en milliards d'euros)

1986-88 · GOUVERNEMENT CHIRAC · · · · ·	16
1993-97 · GOUVERNEMENTS BALLADUR ET JUPPÉ ·	21
1997-00 · GOUVERNEMENT JOSPIN · · · · ·	37

Privatisations de la gauche plurielle (en 3 ans) : le CIC, Thomson-CSF et Thomson-Multimédia, le GAN, la SMC, Eramet, la CNP, le Crédit Lyonnais, Aérospatiale-Matra, France-Télécom, Air-France.

de la Sécu. Mais un ogre, par définition, est insatiable...

Un changement de propriétaire, avonous dit (Partisan n° 199), s'accompagne toujours de tentatives de supprimer des emplois, des avantages acquis, etc. Mais attention, *«Non aux privatisations-dégradations»* ne veut pas dire *«Oui à l'Etat»* qui lui-même procède largement et ouvertement au blocage des salaires, aux suppressions d'emplois et à la précarisation. C'est pourquoi nous avons ajouté «dégradations». Insistons, répétons : l'Etat, le «public» n'est garant de rien. Nous sommes contre les privatisations-dégradations en unité avec les travailleurs du public, comme du privé, en lutte contre toutes les attaques. **«Tous ensemble, pour l'emploi, les salaires !»**

8 LES TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC DÉFENDENT LEURS PRIVILÈGES PLUTÔT QUE LES INTÉRÊTS DES USAGERS : FAUX. Ne confondez pas la masse des ouvriers avec la petite-bourgeoisie et l'aristocratie ouvrière. Et les privilèges avec les avantages acquis.

Il est vrai que les petits privilèges (privilèges par rapport à la masse des ouvriers, petits par rapport à ceux de la grande bourgeoisie) ont été, c'est logique, particulièrement distribués dans les secteurs stratégiques, pour acheter la paix sociale. Il est vrai aussi que ces petits-bourgeois et aristocrates ouvriers sont largement présents dans les structures et les directions syndicales. Inversement, les syndicats sont particulièrement bien implantés dans le secteur public. Les aristocrates et bureaucrates réussissent encore (mais de moins en moins) à faire partager aux simples ouvriers leur idéologie nationaliste,

leur politique réformiste, leur corporatisme syndical. Et *«leur seule optique est la défense de leurs privilèges»* (Plate-forme politique de VP-Partisan, paragraphe 342).

Mais avez-vous déjà entendu parler des «Robins des bois» ? C'est une association qui regroupe des agents EDF et des chômeurs. C'est exactement le contraire du corporatisme et de la défense de privilèges ! Minoritaire, direz-vous. Alors, est-ce que vous condamnez une lutte, quelle qu'elle soit, parce que les syndicalistes révolutionnaires y sont minoritaires ?

Et que faites-vous de cet esprit «service du public», que la bourgeoisie sait exploiter à son profit, mais qui anime tant de fonctionnaires ou assimilés, pourtant bien mal payés et «reconnus» ?

Prenez la question du statut de la fonction publique et du développement rampant de la privatisation que constituent les emplois précaires. Adoptez nos mots-d'ordre (Partisan n° 111, page 15) :

«Embauche de tous les précaires ! Ouverture de la fonction publique aux étrangers ! Réintégration de tous les sous-traitants ! »

Et vous verrez qu'il y a, dans le secteur public comme ailleurs, une lutte entre deux voies :

Celle du réformisme et de la défense des privilèges, et celle du **syndicalisme révolutionnaire et de la solidarité de lutte des travailleurs.**

Marc Crépin

RÉFÉRENCES

Dans les précédents Partisan :
Service public, débat (n°177, p. 8)
Pourquoi privatisent-ils ? (180, p. 6)
EDF, éclairage syndical (189, p. 5)
Un employé d'EDF, un accord SNCF (190, p. 6)
La société électro-nucléaire (196, p. 6)
Le service public, questions 1 à 5 (199, p. 5)

PLAN BORLOO

En octobre 2005, deux jeunes de Clichy sous Bois, Ziad et Bounna, poursuivis par la police, se cachent dans un poste EDF et meurent électrocutés. Le ministre, Sarkozy fait des déclarations ignobles sur les banlieues populaires, les émeutes démarrent. La presse bourgeoise lui emboîte le pas et parle des cités populaires et les logements sociaux comme de coupe-gorge. La petite propriété serait elle la solution au mal-vivre et à la misère sociale ? Faut-il fuir les logements sociaux ? En décembre 2004, s'était tenu à Clichy sous Bois un colloque sur la situation des logements en copropriété.

LA PETITE PROPRIÉTÉ C'EST LA MISÈRE !



Dans ce colloque, on apprend que dans la ville de Clichy, 80% du logement collectif est composé de copropriétés dégradées. Le *«parc privé est devenu un segment important du parc social»*, mais, *«la dégradation de ce parc privé social accentue les inégalités dans des quartiers où des opérations de rénovation urbaine d'ampleur des cités HLM peuvent se développer à côté d'îlots de copropriétés dégradées ou en voie de dégradation rapide.»* Le maire de Clichy précise : *«Quand vous voyez une barre ou une tour, contrairement à ce qu'on peut croire, il y a 6 chances sur 10 pour que ce soit une copropriété. Et si cette barre est extrêmement dégradée, il y a 80% de chances pour qu'elle appartienne à la copropriété.»* Le maire de Sarcelles, où plus des trois quarts des logements sont en copropriété, explique : *«Nous partons d'un postulat faux : que les riches vivent en copropriété et que les pauvres vivent dans du logement social. Aujourd'hui ce n'est plus vrai. Les plus pauvres vivent dans le parc privé, devenu parc social de fait.»* Ces logements ont été construits dans les années 60 et 70, avec la crise et le chômage, les propriétaires, ne pouvant les entretenir, les ont revendu pour s'installer ailleurs. Le coût de la force de travail baisse, alors que les remboursements du logement sont de plus en plus élevés. Les logements continuant à se dégrader, des marchands de biens les ont achetés aux propriétaires qui ne peuvent plus payer leurs remboursements. Souvent, ces logements sont rachetés à bas prix. Au fil du temps, ces logements se sont dégradés, il n'y aura plus que des familles immigrées, avec ou sans papiers, qui les louent fort cher à des marchands de sommeil. Même la misère est un business sous le capitalisme. Pour les capitalistes, le logement est une marchandise comme les autres. Le colloque de Clichy exprime cela sous la forme de : *«le parc social privé est devenu une manière de gérer l'immigration clandestine.»*

Borloo a une réponse pour les locataires de logements sociaux: plutôt que de vous organiser pour lutter, devenez propriétaires d'une maisonnette de plain pied de 80 m2

pour 80 000 euros. Il compte ainsi répondre à la demande de 20 à 30 000 ménages modestes. Rappelons qu'il y a 1 million de mal logés en France. Cette politique est la même depuis les années 80 : encourager l'accès à la propriété. Nous avons vu ce qu'il est advenu de ces logements avec accès à la propriété dans les années 60 et 70, comme à Clichy, et ce pour les salaires les plus bas. Parions que ces maisonnettes subiront le même sort. Avec la précarité et le chômage, la misère va les rattraper, et comme disait Coluche *«à la fin il te reste les ruines à payer»*. Engels nous proposait déjà, au 19^e siècle, une autre solution à laquelle nous souscrivons : *«Pour mettre fin à la crise du logement, il n'y a qu'un moyen, éliminer purement et simplement la classe dominante.»*

Valentin

COURRIER

LES PAUVRES PEUVENT GREVER

Pour le logement social à la Ciotat c'est dix cas résolus sur mille. Et tous les gens doivent se réinscrire tous les ans pour renouveler leur demande de logements (ils seront morts, qu'ils n'auront pas de logement). Il y a des cahiers entiers de demande : mille deux-cent demandes en 2004 !

Pourquoi entretenir ainsi les gens dans l'espoir ? C'est décourageant ! Ils n'ont qu'à dire la vérité – ou faire des logements sociaux. Par contre les lotissements, ça y va... car ça rapporte !

Les pauvres peuvent crever... ça ne les dérange pas, ça ne les intéresse pas ! Même avec un certificat médical très explicatif de ma situation d'urgence (j'ai fait deux infarctus), je n'ai pas pu avoir le moindre studio.

Un lecteur

Le collectif «À toutes les victimes» * a été créé le 10 novembre 2005, treize jours après les premières émeutes qui ont commencé à Clichy sous Bois puis se sont propagées dans d'autres cités en France. Ce collectif s'est constitué afin d'établir une solidarité envers ceux qui ont subi les contrecoups de la répression de ce mouvement de révolte. «À toutes les victimes» réclame : Le droit pour tous les inculpés à une justice qui ne soit pas une justice d'exception (le syndicat de la magistrature a dénoncé une justice d'abattage !) ; Un soutien juridique, moral et financier tant pour les incarcérés que pour leurs familles ; La non-application de la double peine (prison+expulsion). Le collectif a signé l'Appel pour une amnistie pour tous les inculpés (voir Partisan n°200). Nous les avons interrogé.

Amnistie pour tous !

“ (...) Nous sommes entrés dans un époque de guerre économique exacerbée : guerre économique des impérialistes entre eux, guerre économique de tous les impérialistes contre tous les travailleurs... Au sein de chaque pays, les exigences de cette guerre économique font voler en éclat les conditions de la «paix sociale» et brisent les anciennes alliances de classe que la bourgeoisie avait mis en place pour maintenir son pouvoir. Elles brisent aussi les illusions sur la possibilité de concilier les intérêts de la bourgeoisie et ceux des travailleurs. À la ruine des populations, au chômage, à la révolte, la bourgeoisie ne peut plus faire face qu'en renforçant le rôle policier, plus ouvertement répressif et réactionnaire de son état.

Au travail fragmenté correspond une vie sociale en miette. Le chômage et la précarité n'ont pas seulement transformé les conditions de travail et de revenu, ils ont sinistré les quartiers ouvriers et populaires. À la désorganisation des travailleurs dans les entreprises correspond un vide de structures de défense dans les quartiers populaires. Le mal de vivre a prospéré dans ces quartiers où se concentre le prolétariat le plus pauvre. Les différentes influences de la société bourgeoise engendrent des comportements anti-sociaux (sexisme, racisme, mépris de l'autre, délinquance...), des replis communautaires et le développement de l'intégrisme mais aussi la révolte surtout des jeunes, par exemple contre la violence de l'État.

C'est sur cette base économique et sociale que "l'ennemi intérieur" est désigné par des lois sécuritaires décidées par les gouvernements successifs. Ces lois n'ont pas pour but de résoudre les problèmes mais de les rendre invisibles et de réprimer les légitimes protestations. La classe dominante cherche à retrouver un consensus, au racisme implicite, avec certaines couches populaires.»

Extrait de «De la résistance à la contre-offensive », manifeste de l'OCML-VP à commander à notre boîte postale pour 2 E

COURRIER

À PROPOS DE SUD-INTERIEUR

Concernant votre n° de février, je rejoins totalement la lectrice au sujet de SUD-Intérieur. J'avais été très désagréablement surpris en octobre de lire votre article sur ce syndicat. Ce qui était choquant c'était la manière relativement neutre de présenter sa naissance. Pour Sud et le groupe Solidaires cette tactique salement opportuniste ne surprend pas quand on a milité activement chez eux. Nous avons à faire à une sorte de structure syndicale multiforme, où la position de classe réelle n'existe pas, et cela est le fait que Sud (et Solidaires) n'a aucune position anticapitaliste. [Et notre lecteur de citer le lâchage brutal d'une grève de précaire au Musée Carnavalet par Sud Culture-C.T. Mairie de Paris.]

Alors, la présentation de l'arrivée de Sud dans un organisme répressif de l'Etat aurait sa place dans le Monde Diplomatique. Mais elle n'a pas sa place dans votre revue, car vous occulter une vraie critique de classe incontournable en rapport à cette situation. Cordiale salutation.

PARTISAN : OÙ EN EST-ON DE LA RÉPRESSION AUJOURD'HUI ?

MALIKA : On est encore dans la collecte d'informations de collectifs à collectifs. Depuis le 30 novembre, aucun bilan officiel n'a été transmis par le ministère. Il faut aller chercher un discours de Sarkozy pour avoir la dernière estimation : 5200 personnes interpellées, 800 écrouées. À notre avis, les chiffres sont sous-estimés car les mineurs ne sont pas comptabilisés (ils ne passent pas en comparution immédiate). La majorité des procès sont expéditifs, en comparution immédiate, les peines dépassant très souvent la jurisprudence. On a l'exemple d'une peine lourde, quatre ans et demi de prison ferme pour deux magasins incendiés dans le nord. Sur la juridiction de Bobigny, 120 majeurs ont été poursuivis dont 15 en comparution immé-

diante. Nous sommes seuls à démarcher les tribunaux pour collecter les infos de ce genre. Cela prend du temps et de l'énergie. Sur les 120 poursuivis, il y a eu 54 incarcérations et 15 relâchés. Il y a eu 86 mineurs déferés devant les juges, 32 ont été placés en témoins assistés. À Bobigny, ça s'est relativement bien passé pour les mineurs par rapport au reste de la France. D'habitude, à Bobigny, les mineurs représentent 5% des arrestations ; dans le cadre des émeutes, ils représentent 10 à 15% des arrestations. Les policiers ne les ont pas épargnés, au contraire. C'était mauvais d'être mineur pendant les émeutes et le nombre de mineurs en prison a explosé. Les arrestations de jeunes susceptibles d'avoir participé aux émeutes se poursuivent — Toulouse ; quelques rébellions perdurent ça et là — Othis et Verneuil-sur-Seine.

Certaines des personnes incarcérées sont

* Contact : atouteslesvictimes@no-log.org - <http://atouteslesvictimes.samizdat.net>

déjà sorties. La chancellerie veut leur appliquer un programme de suivi spécifique.

LE COLLECTIF PARLE DE FAITS PAS ENCORE BIEN CONNUS. QUELS SONT-ILS ?

Dans le Nord, les émeutes ont eu une ampleur bien plus importantes que ce qu'en ont dit les médias. Et les émeutiers sont à 80% de jeunes «blancs», la plupart chômeurs. Ces jeunes «blancs» sont des français de souche ou alors sont issus d'immigrations européennes de longue date, par exemple polonaise, italienne ou espagnole. Enfin des «blancs», pas des maghrébins ou des noirs ! Les médias et le gouvernement stigmatisent toujours les personnes

immigrées ou issues de l'immigration pour faire peur, pour diviser les gens et empêcher la solidarité. Cela a pas mal pété dans les communes d'Arras, de Douai : des endroits super pauvres. Il n'y a pas que le racisme envers la couleur de peau, il y a aussi le «racisme» envers les pauvres et nous le dénonçons tout autant.

QUELLE EST VOTRE ANALYSE DES ÉMEUTES DE NOVEMBRE ?

C'est un mouvement social. Si tout le monde avait à manger, un toit, un travail on ne se taperait pas sur la gueule. Ces révoltes sont le fruit de conditions sociales indignes. C'est une révolte populaire.

ÇA S'APPELLE UNE JUSTICE DE CLASSE

On a beaucoup parlé de dysfonctionnement de la justice dans l'affaire Outreau. En fait ce que montre cette affaire c'est le fonctionnement habituel, normal de la justice. Une justice à deux vitesses : sans pitié pour la «France d'en bas», mais complaisante avec les patrons et les politiciens bourgeois. Après plusieurs années de pratique, le juge Halphen en est venu aux mêmes conclusions: «La même justice pour tous ? Plusieurs affaires, dont celle des HLM, m'ont fait toucher du doigt que cette justice là n'existe plus (Si tant est qu'elle ait existé dans un système capitaliste ! ndr). Il faut ouvrir les yeux. Des gens qui détournent des sommes considérables échappent à tout jugement, ou parfois, quand ils sont jugés, écoupent de peines insignifiantes... Le voleur de sac à main dans le métro, lui, prend toujours ses six mois fermes.»

Que peuvent attendre de la justice — de cette justice «républicaine» dirigée par la bourgeoisie — les émeutiers (réels ou supposés) ? Rien, sinon une «justice d'exception et d'abattage» comme l'a dénoncé le syndicat de la magistrature. Il ne faut pas se leurrer ! Qu'on se rappelle les syndicalistes, ceux et celles qui luttent, sont criminalisés. Par exemple, Kamel Belkadi, ouvrier chez Daewoo, est inculpé alors qu'aucun élément ne démontre sa culpabilité et qu'il est évident que l'incendie de l'usine n'a profité qu'au patron licencieur. De son côté, le PDG de Daewoo, recherché par Interpol pour faillite frauduleuse, vit tranquillement en Provence.

Tous les accusés, et jugés coupables, du procès ELF sont sortis très vite de prison.

Il aura fallu plus d'un demi siècle pour que, talonnée par les victimes, la justice daigne juger Papon qui envoya tant de juifs à la mort. Aujourd'hui, malgré tout, il vit tranquillement chez lui, son «état de santé» ne lui permettant pas de purger sa peine

en prison. Les militants d'Action Directe, la plupart gravement malade, sont toujours enfermés, bien qu'ils aient purgé — eux — une peine de sûreté de 18 ans !

Liberté pour nos camarades d'AD ! Amnistie pour les révoltés de novembre !

Alexandra

DEUX CAS DE DOUBLE PEINE RECENSES

Suite aux émeutes de novembre 2005, deux cas de double peine ont été recensés. Prenons le cas d'Aubin, étudiant en deuxième année de LEA Anglais-Espagnol. Il a été arrêté dans la nuit du 10 novembre 2005 avec d'autres jeunes suite à un départ de deux feux de poubelles. Jugé en comparution immédiate, il s'avère qu'il n'est pas impliqué mais est condamné à deux mois de prison dont quinze jours fermes assortis de 45 jours de sursis. Aubin qui veut en finir au plus vite avec la justice ne fait pas appel et purge sa peine. Sorti de prison, il reprend sa vie normale. Le 12 décembre, il reçoit un avis d'expulsion.

Pourtant, le 9 décembre 2002, à l'émission «Cent minutes pour convaincre» Sarkozy (ministre de l'intérieur à l'époque) avait expliqué longuement pourquoi il avait changé d'avis sur le dossier de la double peine, en prenant connaissance du cas d'un père de famille de six enfants, et pourquoi il fallait la réformer car il la trouvait «discriminatoire et injuste». «La fermeté, ce n'est pas d'être inhumain». Apparemment, Sarkozy a de nouveau changé d'avis. Quand on vous dit qu'il ne faut pas leur faire confiance !

CRÉATION DU COMITÉ D'AIDE AUX PRISONNIERS POLITIQUES DU (N) PC ITALIEN À PARIS

Dans un communiqué (dont nous publierons l'essentiel dans le prochain Partisan), il est affirmé que : L'objectif du Comité est de renforcer la lutte internationale en cours pour la libération des camarades Maj et Czeppel. Le Comité développera dans la région de Paris les activités suivantes : — dénonciation martelée de la persécution en cours contre le Parti ; — mise à jour constante sur la situation des camarades Maj et Czeppel ; — promotion de la solidarité de classe à leurs égards ; — organisation de mobilisations pour la défense des droits politiques et pour la libération des deux camarades ; — propagande de la conception du (nouveau) PCI, pour contrer les mensonges avec lesquels la bourgeoisie cherche à embrouiller les idées sur le projet politique réel du Parti.

ECRIVONS DES MESSAGES DE SOLIDARITE AUX CAMARADES MAJ ET CZEPPEL ! BRISONS L'ISOLEMENT !

Giuseppe Czeppel
340658 F bat 2D
M.A. Fleury Mérogis
7 avenue des peupliers
91705 Fleury Mérogis

Giuseppe Maj
285180 2^e Division
M.A. de la Santé
42 rue de la Santé
75014 Paris



E-mail du comité: libertepriisonniers.npci@yahoo.fr

OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS ?

PARTISAN : QUELS SONT LES RÉSULTATS DES NÉGOCIATIONS UNEDIC ?

Philippe Villechalane : En 2005, la nouvelle convention c'est moins de droits pour les chômeurs.

Seules les catégories 1 et 6 sont comptabilisées, pas les autres ; mais aussi pas les vieux (de plus de 57 ans), pas les jeunes qui n'ont jamais cotisé, pas les "fins de droits"... en fait de 2,4 millions de chômeurs, on est plus près de 5 millions.

Ils nous ont créé une filière supplémentaire, qui va aggraver la situation des chômeurs. Finalement il sera plus difficile d'entrer dans l'indemnisation. Il y a trois enjeux à l'Unedic : les conditions d'accès, la durée d'indemnisation et le montant, le taux. La négociation n'a porté que sur l'accès : il sera plus difficile d'être admis dans l'indemnisation du chômage. C'est d'autant plus vicieux que plus que jamais nous entrons dans une société de plus en plus précaire. Il n'y a plus d'emploi en fixe et à vie ; c'est de plus en plus des allers et retours permanentemploi/précarité/chômage/petit revenu/... Donc en renforçant les conditions d'accès à l'indemnisation, on exclut de plus en plus de monde.

ILS PARLENT DE DÉFICIT ? Le déficit sert d'argument politique au Medef et à certains syndicats pour négocier. En 2002, ce déficit a été créé de toute pièce : ils ont choisi d'abaisser les cotisations, en particulier les cotisations patronales et donc de créer ainsi un déficit. Le chantage au déficit est utilisé économiquement et politiquement.

Il faut s'attaquer aux causes du chômage, il y a urgence. Nous savons que le capitalisme est un système néfaste, destructeur ; il n'est pas question d'attendre l'alternance de 2007. Recommencer avec une «gauche bis» ou «gauche plurielle» pour 2007 ? On ne s'embarquera pas là dedans. Nous on pense qu'il y a d'autres pistes à explorer que de remettre les mêmes qu'il y a quelques années. Je ne suis pas de ceux qui disent que la gauche, c'est la même chose que la droite. Mais on pense qu'une gauche molle

pendant des années permet à la droite d'être si dure.

Le travail est une vraie valeur, et le manque d'emploi ne doit pas nous le faire oublier : c'est le moyen de se socialiser, de participer à l'élaboration d'une politique commune. On ne manque pas de besoins élémentaires à satisfaire dans le monde. Toutefois, il faut distinguer travail et emploi, le travail est valorisant pour le travailleur, mais l'emploi est lui soumis aux lois du grand capital. Ce qui ne serait pas le cas dans une autre société de coopération, il y aurait toujours nécessité de travailler, mais l'emploi ne serait pas soumis, exploité.

QUELLE EST LA LOGIQUE À TOUT CELA ? OÙ CELA MÈNE-T-IL ? Pour eux, à terme, c'est de «supprimer» le chômage, c'est-à-dire supprimer la protection sociale, les «ayant droits». Mais cela ne supprime pas la réalité du chômage. Et cela s'inscrit dans la suppression du droit à la retraite pour les vieux travailleurs ; comme ils veulent sacrifier la santé, en supprimant la Sécurité.

Nous on parle de solidarité pour les cotisations sociales, eux ils parlent de charges. Ils veulent se libérer des «contraintes» (pour eux), de la solidarité, appelée par eux «assistance».

CERTAINS SYNDICATS ONT REFUSÉ DE SIGNER COMME FO ? Ce n'est pas la première fois, FO parle de taxation du travail précaire, c'est une des revendications des organisations de chômeurs. C'est repris par tout le monde aujourd'hui, même Chirac en parle dans ses vœux. Ça, c'est inquiétant !

Sur l'Unedic, nous on pense qu'on peut faire autrement. Être ou ne pas être aux négociations ? En tant qu'observateur, oui ; mais à notre dernier congrès nous avons dit non à l'idée de siéger aux négociations. Quant à la démocratie, au paritarisme il doit être élargi à tous, SUD, FSU, UNSA ; et aussi les associations de chômeurs comme observateurs ; parce qu'aujourd'hui les syndicats ne s'occupent que des salariés. Et c'est vrai on n'est pas seulement un travailleur privé d'emploi, on est aussi au niveau du quotidien confronté à des réalités différentes. Un chômeur a beaucoup de choses à faire, c'est un métier ! Il faut aller sur les marchés, parfois lointain pour faire ses courses sinon on ne bouffe pas ; il faut négocier avec l'Office le report des loyers ; il faut aller au Secours Populaire pour des fringues ; etc...

ET LE FINANCEMENT DE L'UNEDIC ? Aujourd'hui elle est financée sur la seule masse salariale il faudrait y ajouter la masse des profits, car l'austérité n'est pas pour tout le monde. Il n'est qu'à voir les bonds que font les Bourses tous les ans, on ne manque pas d'argent. 98% des richesses sont accaparées par 2% de la population, c'est là le problème. Et enfin une taxation dissuasive du recourt à la précarité. Et avec cela on a les moyens de faire durer l'Unedic.

LES SYNDICATS N'AURAIENT-ILS PAS DÙ ORGANISER LES CHÔMEURS ? Si, moi je pense qu'ils auraient dû le faire. Sauf qu'à un moment donné il n'y a pas eu de réponse au besoin d'organisation des chômeurs. C'est pourquoi les organisations de chômeurs sont nées, mais qu'on se comprenne bien, on n'accepte pas le chômage, notre revendication première c'est un emploi pour chacun.



En janvier, le comité de Saint-Denis organisait une «galette des droits».

C'est par défaut d'emploi que nous demandons une indemnisation décente de toutes les formes de chômage. Mais il faut qu'il soit bien indemnisé : 1) pour vivre décemment ; 2) c'est ça qui fait la force et les moyens de chercher un emploi ; 3) cette indemnisation décente empêche les patrons de faire pression, de proposer n'importe quoi aux salariés ; que soient coupés à la base le chantage, les moyens de pression, la précarisation généralisée.

QUEL BILAN DE VOTRE CONGRÈS DE L'APEIS ?

Sur les deux jours, il y a eu environ 100 personnes. Dans notre enquête sur les présents au congrès, ce qui est nouveau, c'est le nombre de salariés ; au dernier congrès, il y a 3 ans et demi 10%, cette année 30%. Intéressant, car pour la plupart beaucoup sont en rupture du PCF ou de la CGT. Ils trouvent chez nous de la radicalité, mais nous ne sommes qu'une assos de chômeurs. Deuxièmement, il n'y pas de tendances chez nous, pas de groupes constitués, ni géographiques, ni idéologiques. Ça cristalliserait des choses, des rapports de forces. Les débats étaient d'un très bon niveau, il y a eu des propositions.

Le texte d'orientation a été vraiment discuté et amélioré. Et il est suffisamment bon pour qu'un groupe de jeunes précaires nous ait contacté récemment.

Le bilan sur trois ans n'est pas négligeable : 1) nous avons fait avancer des revendications, et réussi à les faire partager par d'autres groupes ; 2) nous avons été les premiers à porter plainte sur l'affaire des recalculés (3 milliards d'euros en jeu, tout de même). Il n'y a pas beaucoup de victoire du mouvement ouvrier actuellement, là c'en est une, grâce à la mobilisation plus d'un million de chômeurs ont été réintégrés dans leur droit ; 3) et des milliers de situations réglées : trop-perçus transformés en remises gracieuses, expulsions locatives empêchées, pour l'ouverture de comptes bancaires, contre les coupures de courant, pour le retour dans ses droits aux Assedic, etc. Mais attention on n'est pas une organisation «caritative» ; le caritatif c'est une épine dans notre pied, mais malheureusement il y a des gens qui crève. Nous on veut supprimer le chômage, la précarité. Et bien sûr qu'il faut faire la révolution, mais en attendant ? Et



là c'est aussi un des acquis : l'amitié, l'amour parfois, le respect ; normal dans un combat si difficile, si isolé, si incompris.

ET QUELLES SONT VOS PERSPECTIVES ? Ne pas ronronner, accueillir, accompagner et faire émerger les gens de leur impuissance. Ne pas abuser du pouvoir, car posséder l'information, c'est déjà un pouvoir. Dans l'assos, tous les membres du bureau national sont porte-parole à égalité. Nous on est pour un changement radical de société, on sait pas encore comment, avec qui, sous quelle forme ? Et ce qu'il faudra reproduire ou non des expériences passées ? Il faut mettre à bas le capitalisme, le remplacer par des alternatives qui ne soient pas des alternances. Nous on veut travailler autrement dans notre assos. Par exemple : on est invités pour les voyages à l'étranger, eh bien on tourne ! Il ne faut pas que ce soit toujours les mêmes. Ceci dit il faut être en capacité de représenter l'organisation. Et partager le pouvoir, c'est déjà partager cela. On tourne, ça doit être la règle.

Enfin, il faut travailler à créer un rapport de force sur ce qui est pour nous le plus important dans l'immédiat, et avec les gens et pour eux on lutte pour changer la société. Et pas : «on va changer à votre place, faites nous confiance», etc...

Si l'injustice frappe à notre porte, on y va. Y compris dans les villes communistes, par exemple. On est logés par le Conseil général PCF, mais s'il faut aller l'occuper, on y va.

OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS ? Dans l'ensemble, ça va mal, comme pour tout le monde. 4 organisations représentent les chômeurs, mais combien de syndicats,

combien de partis de gauche qui les représentent vraiment ? Au total combien de chômeurs sont organisés ? 30 000 peut-être et encore. C'est difficile d'organiser les chômeurs. Les anciens de l'association n'ont plus envie de trop nous voir : «vous me rappelez les pires moments de ma vie».

Malheureusement il n'y a pas qu'une seule organisation de chômeurs. Pourquoi, parce qu'on est différents. Nous ne sommes pas en concurrence, on a trop à se développer chacun ; on est différents et on se respecte. Si on se rassemblait, on adjoindrait nos difficultés et nos faiblesses, on ne serait pas plus forts. On arrive à travailler ensemble, on trouve des compromis. En attendant de donner des coups de corne de rhinocéros, on fait des piqures de moustiques pour se renforcer. Pour que la question du chômage et des chômeurs soit vraiment prise en compte.

Fait le 4 janvier 06

À COMMANDER À NOTRE BP

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

Manifeste

DE LA RÉSISTANCE À LA CONTRE-OFFENSIVE

Une brochure **Partisan** 2 euros

LICENCIEMENTS : TOUT EST POSSIBLE

On n'arrête pas le progrès : La Cour de cassation, en contradiction avec toute sa jurisprudence antérieure, vient d'autoriser les licenciements pour prévenir des difficultés économiques à venir. Au lieu d'être le dernier recours l'arrêt de la Cour de cassation va permettre des licenciements préventifs.

PALESTINE

Le 25 janvier, les élections, organisées dans les territoires occupés depuis 1967, ont donné une écrasante victoire au Hamas (Mouvement de la Résistance Islamique), parti de la mouvance des Frères Musulmans. Il a obtenu 74 sièges sur les 132 du parlement palestinien. Quarante-cinq sièges sont allés au Fatah,

parti qui dominait jusqu'alors les institutions — la police et la bureaucratie — mises en place après les accords d'Oslo. La gauche a recueilli 5 % des voix. Le FPLP a obtenu trois sièges, le FDLP, un siège, comme le PPP (Parti Populaire Palestinien — ex PC). Quatre sièges sont allés à des candidats indépendants.

APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE DU HAMAS

Le Fatah, le mouvement de Yasser Arafat, a donc subi un camouflet électoral ; malgré tous les moyens financiers mis en œuvre pour l'éviter. Peu avant les élections, l'Autorité palestinienne, dont le budget est pourtant déficitaire à plus de 30 %, a octroyé aux fonctionnaires, une hausse importante de salaires qui va encore grever ce budget de 50 millions de dollars par an.

POURQUOI LES PALESTINIENS ONT-IL MASSIVEMENT VOTÉ POUR LE HAMAS ? Les Palestiniens ont plus voté contre le Fatah et la politique qu'il incarnait, que pour le Hamas ; même si l'influence de masse de cette organisation est importante, en particulier à Gaza. Sa victoire est révélatrice de la situation créée par les accords d'Oslo et du rejet populaire des concessions incessantes faites à Israël. Le retrait récent de Gaza, organisé par Sharon, ne doit pas masquer que depuis Oslo, l'emprise sioniste sur la Palestine s'est renforcée, et que sa colonisation s'y est développée.

Les aides internationales à l'Autorité palestinienne (1,1 milliard de Dollars par an) n'ont que peu bénéficié au peuple. Par contre, elles ont permis le développement de la corruption sur une vaste échelle au profit du Fatah. Rien de surprenant : ceux qui étaient les partisans du compromis avec la puissance coloniale au détriment des intérêts nationaux du peuple, ont été aussi ceux qui ont utilisé leur position pour s'enrichir.

Depuis la signature des accords d'Oslo en 1993, la situation du peuple s'est fortement dégradée. Cinquante pour cent des Palestiniens vivent en dessous du seuil de pauvreté fixé à 2 dollars par jour et par personne. Ils ont de plus en plus de mal à circuler. Sans accès au travail en Israël, ni dans les pays du Golfe, ils sont touchés par un chômage de masse. Mais les dirigeants vivent à l'abri du besoin dans des villas luxueuses. Mohammad Dahlan, responsable des services de sécurité à Gaza, et homme clé d'Israël, est de ceux-là. Ahmed Khorei, ancien Premier ministre du Fatah, est propriétaire d'une entreprise de négoc-

ce de ciment qui achète celui-ci en Egypte et le revend aux Israéliens pour la construction du mur.

Le Hamas s'est montré porteur du refus du compromis avec Israël, et peu impliqué dans la corruption. Les municipalités conquises par lui aux élections locales de décembre 2004 et de décembre 2005 sont plutôt bien gérées. De plus, ce mouvement organise un important travail social, grâce aux réseaux d'organisations d'assistance qu'il contrôle. Cela lui assure un crédit important en particulier à Gaza. Bref, alors que le Fatah a déserté le terrain pour s'investir dans l'appareil bureaucratique, les militants du Hamas l'ont occupé.

UNE GAUCHE LAMINÉE. La gauche, FPLP et FDLP, est laminée. Son influence de masse est très faible, et ses cadres se sont investis dans les ONG dont ils sont maintenant les salariés. Ces ONG bénéficient du tiers de l'aide internationale accordée aux territoires. Elle vient d'Europe et des USA, mais ces derniers le font exclusivement par l'intermédiaire de l'USAID, dont le rôle réactionnaire au service de l'impérialisme est notoire. Le FPLP, qui se réclame du marxisme-léninisme, est maintenant une organisation politiquement très éclatée, sans ligne, et qui ne peut plus représenter une alternative. Elle garde néanmoins une influence locale, et une de ses militantes a été élue maire de Ramallah (d'ailleurs avec le soutien du Hamas contre le Fatah).

QUELLES VONT ÊTRE LES CONSÉQUENCES DE CETTE VICTOIRE ? Les USA, l'Europe, et bien sûr Israël, ont poussé de hauts cris après la victoire du Hamas. Mais ce n'est pas la victoire du Hamas qui fait problème, mais bien la situation faite au peuple palestinien dont elle n'est que le révélateur. La situation créée par les accords d'Oslo est celle d'un «bantoustan» *, d'un Etat fantôme, où la seule «autorité» concédée par la puissance occupante est celle de faire la police à l'intérieur.

Il n'y a pas d'économie palestinienne indépendante. Celle-ci (ce qui en reste) est

complètement intégrée à l'économie israélienne. Tout le commerce palestinien transite par Israël, qui prélève les taxes douanières (50 millions de dollars par mois) revenant aux palestiniens, et fait de leur versement un moyen de chantage politique. La totalité de l'électricité consommée en Palestine est produite en Israël. La monnaie en circulation est celle de l'Etat sioniste. Les ressources en eau sont sous le contrôle des colons. La circulation à l'intérieur des territoires est entravée par de multiples check points (postes de contrôle). L'Union Européenne a d'ailleurs versé 50 millions de Dollars, pour leur amélioration, comptabilisé comme aide aux Palestiniens !

Dans ces conditions, la marge de manœuvre du Hamas (comme celle de toute autre force politique qui viendrait au pouvoir dans ces conditions) est très limitée. Soumis au chantage des occidentaux, à l'absence de marge de manœuvre économique, le Hamas va composer avec la puissance occupante. Il a déjà affirmé qu'il pourrait envisager «une trêve de longue durée» en échange de l'acceptation par Israël d'un Etat dans les territoires de 67. Ce mouvement va tenter de compenser l'éventuelle baisse des aides occidentales, par le recours aux Etats du Golfe ; mais sans illusion. De toute façon l'argent occidental reviendra, car il sera un moyen efficace de corruption et de pression politique en vue d'obtenir la reconnaissance de la légitimité de l'Etat d'Israël par le Hamas.

Nous pouvons penser que cette victoire est, à moyen terme, pour Israël et pour ses soutiens occidentaux, un gage de stabilité dans la région. Les mouvements islamistes sont très pragmatiques. Ils ont souvent bien plus le souci de l'islamisation de la société que de buts politiques plus ambitieux. Il faut donc s'attendre à une baisse des attentats en Israël, et à un contrôle politique et social réactionnaire renforcé sur la société palestinienne au bénéfice, même indirect, d'Israël, et au détriment du peuple palestinien.

LES LEÇONS DE CETTE VICTOIRE. La situation, dont cette victoire est l'expression, comme les pressions qui s'exercent sur le nouveau gouvernement, démontrent plusieurs choses.

La première est que les Accords d'Oslo ont été un succès pour Israël. Ils ont accéléré la désorganisation et le reflux du mouvement national palestinien organisé, et renforcé les positions de force d'Israël. Le succès du Hamas est l'indice du rejet populaire de cette politique.

La deuxième est qu'elle démontre le caractère irréaliste de la création d'un Etat palestinien au côté d'Israël, qui ne saurait être alors qu'un «bantoustan». Elle confirme la nécessité de lutter pour un Etat palestinien unique, démocratique et laïque, comme seule issue réaliste. La création d'un tel Etat implique évidemment la destruction de l'Etat d'Israël en tant qu'Etat colonial et sioniste (c'est à dire



Israel bombarde Gaza

des seuls Juifs, comme il se définit lui-même), et son remplacement par un Etat où tous les citoyens jouiraient d'une égalité de traitement et de droit sans distinction d'origine et de religion. Mais cela exige la reconnaissance de la spoliation dont ont été victimes les Palestiniens, il y a 60 ans, et de leur droit inconditionnel au retour. Cela veut dire aussi l'abrogation du droit sioniste qui reconnaît à tout juif, quelle que soit son histoire et son origine, un droit sur la Palestine et en fait un citoyen potentiel d'Israël, parce que cette terre lui aurait été donnée par Dieu, il y a 3000 ans.

— La troisième leçon est que la dérive du Fatah est la conséquence de la nature de classe de sa direction. En tant que bourgeoisie nationale, elle avait sa place dans la lutte. Mais en exerçant la direction, elle était conduite nécessairement, vu sa faible marge de manœuvre, à sacrifier les intérêts nationaux du peuple au service des siens propres.

— La dernière leçon est que d'une façon certaine la victoire du Hamas et le laminage de la gauche sont aussi la conséquence de l'affaiblissement de la lutte anti-impérialiste au niveau mondial, comme en France par exemple. La perte de légitimité de ce combat est l'une des conséquences des campagnes sur le danger islamiste et terroriste, menaces réelles mais moins pour les occidentaux que pour les peuples des pays musulmans eux-mêmes. Nécessaire, la solidarité anti-impérialiste peut seule briser l'isolement des progressistes et des communistes palestiniens. Seuls ceux-ci peuvent faire déboucher la lutte nationale sur une Palestine unifiée, laïque et démocratique. Or, la solidarité des démocrates français est allée au Fatah, par opportunisme (ne pas aller à l'encontre de la popularité dont jouissait Yasser Arafat), parce qu'il incarnait le compromis avec Israël, ou par crainte de l'Islamisme. Cette politique de l'autruche, à l'égard d'un pouvoir corrompu et anti-populaire, a préparé les désenchantements d'aujourd'hui.

Pour une Palestine libre, démocratique et laïque ! Solidarité anti-impérialiste, solidarité avec les forces progressistes palestiniennes !

Gilles Fabre

* Bantoustan : «états» créés par le régime d'apartheid en Afrique du Sud, où étaient cantonnés les Africains pour mieux les contrôler. Contrairement à l'autorité palestinienne, ils n'avaient aucune reconnaissance internationale.

COURRIER

Camarades, je lis régulièrement votre journal *Partisan* que j'achète en kiosque depuis 2 ans environ. Le numéro de décembre est intéressant, notamment avec le dossier sur la révolte de la jeunesse et l'article sur Zhang Chunqiao. Dans ce texte vous écrivez que Zhang mourrait le 21 avril 2005 (M.-C. Bergère dans la «Chine de 1949 à nos jours» datait son décès en 1986, ne vous êtes vous pas trompé ?)

Au-delà de cette question, j'ai apprécié votre hommage à Zhang et je suis d'accord que le processus de restauration capitaliste en Chine commence avec l'arrestation de Jiang Qing, Wang Hongwen, Yao Wenyan et Zhang.

RÉPONSE DE LA RÉDACTION :

C'est bien le 21 avril dernier que mourrait le camarade Zhang. C'est M.-C. Bergère, cette «spécialiste» anti-communiste de la Chine qui est dans l'erreur.

À COMMANDER À NOTRE BOITE POSTALE

OCML-VOIE PROLÉTARIENNE

6^e CONGRÈS AVRIL 2004

★ La lutte anti-impérialiste et la question nationale aujourd'hui

1.50

Une brochure

Partisan

1.5 euro

POUR CONSTRUIRE UN PARTI RÉVOLUTIONNAIRE



LISEZ

Partisan

Depuis plus de 30 ans, les sous-contrats de travail se sont multipliés, engendrant précarité, baisse des salaires et pauvreté. La loi «sur l'égalité des chances», dans laquelle figure le Contrat Première Embauche (CPE), constitue une grave attaque contre la jeunesse et les travailleurs. Le CPE (tout comme le CNE) c'est le plein emploi précaire, une étape de plus dans la destruction du Code du Travail.

C'est la réponse du gouvernement à la révolte des banlieues : plus de précarité pour les jeunes, mais plus de cadeaux pour le patronat – qui n'ont jamais servi à créer des emplois, mais à gonfler les profits ! L'appauvrissement des uns fait l'enrichissement des autres. D'où cela vient-il ?

DANS TOUTE L'EUROPE, DANS LE MONDE ENTIER. Le Conseil des ministres européens (représentant les gouvernements d'Europe) de juillet 2005 exigeait d'«adapter la législation relative à l'emploi, de réexaminer si nécessaire le niveau de flexibilité offert par les contrats permanents et non permanents». Le CPE est l'application de cette directive c'est aussi le projet contenu dans le rapport Camdessus, dont Nicolas Sarkozy, alors ministre des Finances, assurait en septembre 2004 avoir fait son «livre de chevet». Donc une politique liée aux intérêts des grands groupes industriels et financiers mondiaux qui contrôlent les Etats. Alors, comment s'opposer à cette économie-politique ?

UNE «OPPOSITION» QUI S'OPPOSE À LA LUTTE ANTI-CAPITALISTE. Les partis de Gauche donnent l'impression de s'opposer au CPE, on en serait presque content. Mais qui a oublié, entre 1981 et 2002, deux septennats «socialistes», six gouvernements de Gauche, avec 8 années de participation du PCF ? En 1970, le taux de contrats précaires en France était de 0% (L'intérim représentait moins de 0,5%). Le chômage était dix fois moins important qu'aujourd'hui. Qui a vu baisser le chômage et la précarité entre 1981 et 2002 ?

Aujourd'hui, les blablas parlementaires de la «gauche» nous donne comme perspective les élections de 2007. Et la CGT, dont les mains ne semblent pas liées aux élections ? Pour la CGT, pour Thibaut qui rencontre les syndicats étudiants et lycéens modérés et leur apporte son soutien, il faut agir. C'est du moins ce qu'ils disent, mais le 7 février, on se souvient qu'aucune des

grandes confédérations n'a appelé réellement à faire grève (mis à part Solidaires), les directions syndicales se sont contentées d'appeler aux manifestations. Quant à la manif nationale du 7 mars, fin février nous n'avons toujours comme appel à la grève que celui de FO... C'est la même orientation qui s'annonce : on bavarde, mais on ne pousse pas à la rue. Et pourquoi donc ?

Rappelons-nous que, lors des «grandes réformes» du gouvernement (*) ce que les directions confédérales, et notamment la CGT, mettent en avant, c'est le manque de concertation, le manque de consultation du gouvernement. Rien de plus, si ce n'est quelques journées d'actions sans lendemain pour calmer la base.

Quelle est la logique de tout cela ? J.-C. Le Duigou, tête pensante de la CGT, développe l'idée d'une «mobilité professionnelle tout au long de la vie». Il faudrait donc se préparer à changer non seulement d'entreprise, mais aussi d'activité en permanence. Et comme moyen, la direction de la CGT avance l'idée (bien reçue par Borloo et Sarkozy) de «sécurité sociale professionnelle, garantissant la stabilité de vie». Ce qui revient à dire, avec la Confédération européenne des syndicats (CES), que la précarité au travail pourrait être acceptable si une garantie d'activité pouvait l'être.

Car «il n'est pas question, toujours selon Le Diguou, d'ignorer la contrainte de compétitivité des entreprises. L'idée «d'interdiction des licenciements» est de ce point de vue ni réaliste, ni ambitieuse.» On voit bien ainsi se dessiner la perspective d'être tous mobiles, tous flexibles. Le seul but reviendrait à rechercher une sorte de «bouclier social» permanent, que l'on soit fixe, chômeur ou précaire, pour protéger le salarié. Voilà l'essentiel de la «sécurité sociale professionnelle» ! Dans ces conditions, pourquoi la direction confédérale de la CGT n'accepterait-elle pas (après «concertation», svp !) des contrats comme les CNE, les CPE,... si les «contraintes économiques» l'exigent ?



Manifestation à Marseille, le 13 février dernier

CAPITALISME SOCIAL ? Les directions syndicales ne s'opposeraient plus aux restructurations, aux licenciements, à la précarité, à la flexibilité... Il s'agirait d'accepter la féroce compétition mondiale, la guerre économique et de tenter de proposer une adaptation permanente pour faciliter les évolutions capitalistiques nécessaires. La direction de la CGT mène la lutte politique, mais du côté du capital, pour s'y adapter. Elle rêve d'un capitalisme «à visage humain», qui renverrait l'ascenseur aux salariés ! En pleine guerre économique, c'est une grande illusion : les capitalistes, et leurs défenseurs de droite comme de gauche ne nous imposent-ils pas une cruelle guerre sociale ?

TRANSFORMER LES LUTTES SYNDICALES ET SOCIALES EN LUTTE POLITIQUE. Il faut bien sûr stopper ce gouvernement, s'opposer «Tous ensemble» à sa politique capitaliste. Tout d'abord en comptant sur nous-mêmes, sur notre clairvoyance croissante des enjeux qui se dessinent. La construction de cette résistance passe par la transformation des syndicats en organisation

de lutte et non de collaboration. Cette nécessaire bataille a ses limites, qui sont celles d'une lutte défensive.

Car la cause des politiques réactionnaires se trouve dans cette crise universelle du capitalisme. On parle aujourd'hui du «déclin de la France» sur le marché mondial, de son endettement colossal qui, du point de vue de la classe dominante, justifie la destruction nécessaire des acquis sociaux. Ce qui explique l'acharnement du gouvernement à mettre en œuvre ses contre-réformes quelqu'en soient les conséquences sociales ou politiques.

Ce qui pose l'impérieuse nécessité de la

lutte pour le véritable socialisme. Une lutte qui passe aujourd'hui par la construction d'un parti communiste révolutionnaire qui organise et agit quotidiennement sur la base d'un programme traçant la voie vers le socialisme.

Contre la guerre économique et sociale du capitalisme. Pour le socialisme, pour travailler et vivre autrement ! Luttons pour reconstruire un programme et un nouveau Parti communiste.

G. Lecoœur

(*) Nous en avons abondamment parlé depuis deux ans dans notre journal.

POUR NOUS ÉCRIRE →

vp.partisan@caramail.com

Voie Prolétarienne · BP 48 · 93802 Épinay-sur-Seine cedex

SOMMAIRE 201

ÉDITO : LE CPE C'EST LE CAPITALISME	2
APPEL COMMUN : DANS TOUT L'EUROPE : NON À BOLKENSTEIN	3
BURKINA : YVES ROCHER SÈME LA RÉVOLTE	4
ARCELOR OU MITTAL ? NOUS N'AVONS PAS À CHOISIR	5
SYNDICATS : POUR UN SYNDICALISME DE CLASSE	6
OÙ VA LA CGT ? L'ÉPREUVE DU 48E CONGRÈS	7
EDF : LE SERVICE PUBLIC N'EST PAS UN SERVICE PUBLIC (2)	8
RÉVOLTES DES BANLIEUES : AMNISTIE POUR TOUS !	9
APEIS : OÙ EN EST LE MOUVEMENT DES CHÔMEURS ?	10
PALESTINE : APRÈS LA VICTOIRE ÉLECTORALE DU HAMAS	11

PARUTION DU NUMÉRO 202 VERS LE 29 MARS. DATE LIMITE POUR ENVOYER VOS ARTICLES : 18 MARS

★ AGENDA

DISCRIMINATIONS ET VIOLENCES SEXISTES AU TRAVAIL

6 mars — Quatrième rencontre de l'Observatoire départemental contre les violences envers les femmes; à Bobigny (93)
— Bourse départementale du travail

CONTRE LE CPE

7 mars — Manifestation nationale

FEMMES — 8 MARS

Journée de mobilisation internationale pour la cause des femmes

SOUTIEN À ELIANA SILVA RIFFO

24 mars, 19 h — Foyer Paul Langevin à Vénissieux. Soutien à Eliana Silva Rizzo, Militante chilienne, ancienne réfugiée politique, menacée d'expulsion

CINÉMA

— Sauf le respect que je vous dois — Le cauchemar de Darwin
— Le malentendu colonial

SPECTACLES

— Tutablue, au théâtre Le Hublot à Colombes (92), Location au 01 47 60 10 33.
— Spartacus... Je reviendrai et je serai des millions, par la Cie Jolie Mome au théâtre de La Belle Etoile, 14 rue Saint-Just, La Plaine Saint-Denis (93) du 25 mars au 16 avril 2006. Rés: 01 49 98 39 20
— Elf, la pompe Afrique, un procès qui nous concerne ! Au théâtre La fenêtre, Paris 11e. Rés : 01 40 09 70 40



MEETING VP-PARTISAN

22 avril — Les enjeux du 48e Congrès de la CGT